

# FEMMINISTE PEACE SERIES

La crise en tant qu'opportunité de  
changement transformateur





# CONTENU

1

## ÉDITORIAL

Dr Louise Arimatsu

---

5

## POUR SUIVRE LA PAIX FÉMINISTE *vers un avenir post-COVID 19 plus égalitaire*

Margaret LoWilla

---

16

## COMMENT LES FEMMES RÉAGISSENT À L'IMPACT DE LA COVID-19 EN OUGANDA

Elizabeth Kisolo Nagudi

---

26

## COVID PTSD *CPTSD*

Saba Hamzah

---

28

## LE RÔLE INFLUENT DES FEMMES EN TANT QUE CHANGEURS DE JEU DANS LES PROCESSUS DE PAIX FÉMINISTES

*Le cas du Cameroun*

Umenjoh Vania Andoumbeni

---

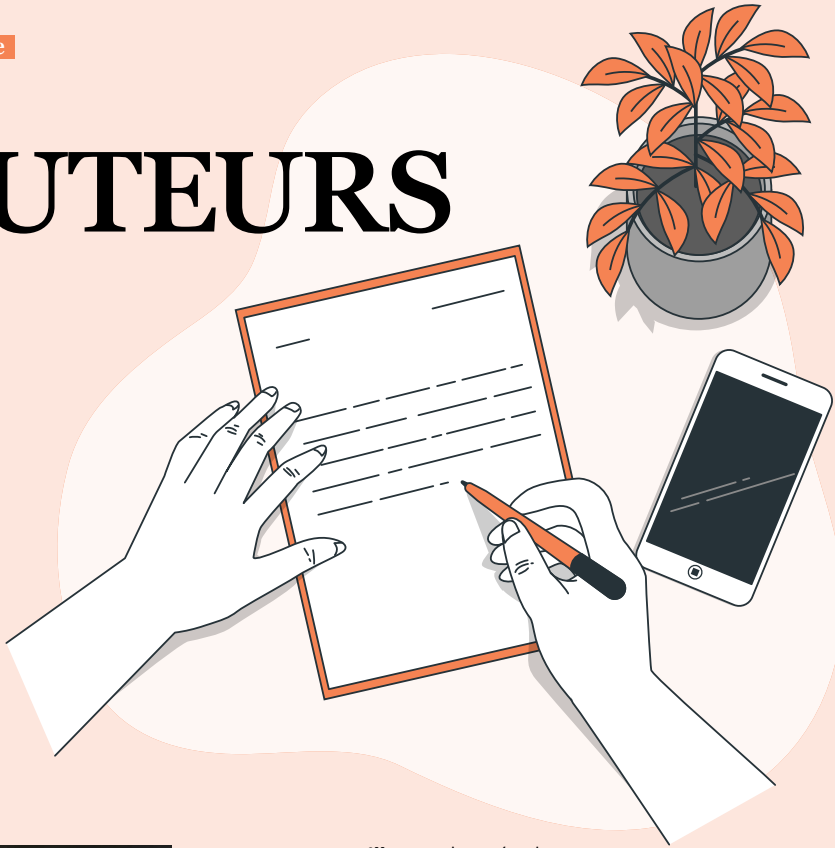
36

## QUE SIGNIFIE LE RÉTABLISSEMENT FÉMINISTE ET PACIFIQUE DE LA COVID-19 EN OUGANDA?

Sharon Eryenyu

---

# AUTEURS



**Margaret LoWilla** est chargée des Programmes au Women's International Peace Centre. Elle possède une vaste expérience dans le domaine du leadership, la paix, la sécurité et le développement. Elle est également chercheuse et écrivain, documentant les récits des Africains à partir de leurs propres expériences vécues, mettant en évidence leur résilience et centrant leur capacité d'agir et leur innovation. Ses travaux sont présentés dans le Young African Leaders Journal of Development, ALC Covid-19 Op-Ed Series et Covid Stories from East Africa and Beyond: Lived experiences and forward-looking réflexions, publiés par Langaa Research and Publishing.



**Elizabeth Kisolo Nagudi** est une étudiante ougandaise, actuellement inscrite à African Leadership University, au Rwanda. Elle est dans sa troisième année poursuivant un baccalauréat en Défis mondiaux, avec un cours de choix en Santé et mission en autonomisation des Femmes. Elizabeth est également une athlète qui joue au basketball compétitif pour les Makerere Sparks et au football pour les loisirs. Avec la conviction que l'autonomisation des filles commence maintenant, elle a créé un blog axé sur les femmes dans le sport où elle partage ses expériences

quotidiennes en tant que jeune athlète- Women In Sports: Her Sport (wordpress.com).



**Saba Hamzah** est une poétesse, écrivaine et éducatrice yéménite basée aux Pays-Bas. Ses principaux dispositifs sont la ligne, la lumière et les moments intermédiaires. Le travail de Saba remet en question les structures de pouvoir des sociétés en général en utilisant l'art et les interventions littéraires comme outils de médiation et de transformation sociales. Son érudition active des silences dans des archives vivantes de femmes dans les conditions de la diaspora et de l'exil. Saba a travaillé sur une collection de photo-poésie, *Landless: Our Shared Heaven* (2015-présent). Cette collection examine l'interaction des relations de pouvoir à travers les problèmes de mobilité sociale des frontières étatiques, l'exil, le déplacement, et traite des thèmes de la guerre et de la mort, sous leurs nombreuses formes. Vous pouvez trouver plus de son travail sur son site Web <https://www.sabahamzah.com/>



**Umenjoh Vania Andoumbeni** est une jeune camerounaise passionnée de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. Elle est également un défenseur de l'éducation inclusive, de l'inclusion sociale et des droits des personnes handicapées. Elle est la fondatrice de l'Association pour la Promotion des questions de Genre et de Handicap (APGDI)-Cameroun. Elle est maître de conférences à l'Institut de formation des enseignants pour les besoins éducatifs spéciaux (SENTTI) et directrice de SENTTI-IBES Yaoundé. Elle dirige le pôle Genre de Health Promotion Alliance Cameroun (HPAC). Elle est également membre du Global Network of Compassionneers et du Young Africa Leader Initiative (YALI) Network. Vania est titulaire d'une maîtrise en éducation (M.Ed) en éducation spécialisée de l'Université de Buea en 2015. Elle a également obtenu son baccalauréat ès sciences (BSc Hon) en études sur les femmes et le genre avec sociologie et anthropologie (double option) de l'Université de Buea en 2011. Elle est d'avis qu'un réel progrès et un développement durable ne peuvent être atteints que lorsque les hommes et les femmes sont considérés comme des agents de développement.



**Sharon Eryenyu** est une féministe africaine et créatrice de contenu avec un vif intérêt pour les droits humains des femmes et des filles et est actuellement responsable de la communication au Women's International Peace Centre. Elle est très satisfaite des engagements socialement conscients qui ont un impact positif sur la vie des gens et envisage une société où les idéaux du féminisme sont valorisés de telle manière que les femmes embrassent pleinement leur autonomie et leur libre arbitre, renforcent leur capacité de leadership et exploitent leur pouvoir.



**Dr Louise Arimatsu** est Chercheuse Principale Visiteuse à l'Université de Reading et Spécialiste distinguée de Politique au Center for Women, Peace and Security, où elle travaille sur le projet AHRC « A Feminist International Law of Peace and Security » et le projet ERC « Gendered Paix ». Ses projets de recherche actuels incluent « Une politique étrangère féministe » et « Les femmes et les armes ». Dr Arimatsu a été chercheuse principale honoraire au département de droit de l'Université d'Exeter (2014-2017), chercheuse associée à Chatham House (2006-2015), chercheuse principale du Centre d'excellence en cyberguerre coopérative de l'OTAN (2013) et rédactrice en chef de l'Annuaire sur Droit International Humanitaire (2009-2012). Elle a été membre du « groupe d'experts » sur un projet qui a conduit à la publication du Manuel de Tallinn sur le droit international applicable à la cyberguerre (CUP, 2013). Dr Arimatsu est diplômée de l'Université de Nottingham (LLM) et de la London School of Economics (PhD). Elle est administratrice de l'association caritative britannique Welfare Association.

# ÉDITORIAL



**Dr Louise Arimatsu**  
Guest Editor

Bienvenue à la deuxième édition de la Série Paix Feminist (FPS), une initiative qui cherche à donner une profondeur et un contenu matériel et normatif à la «paix féministe» tirée des pratiques quotidiennes de la consolidation de la paix féministe. Dans cette édition, nous tournons notre attention sur la façon dont les femmes et, en particulier, les militantes féministes pour la paix réagissent aux conséquences directes et indirectes de la COVID-19 et expliquons les implications pratiques et théoriques de la « paix féministe », quelle que soit sa définition. Implicite dans ce mouvement est une conception fluide de ce que comprend la «consolidation de la paix». En d'autres termes, plutôt que de lire le terme de manière étroite et pertinente uniquement en relation avec le conflit (et donc limité par le

temps et l'espace), la consolidation de la paix féministe est conceptualisée comme un processus continu, dynamique, souvent radical et toujours émancipateur avec des ambitions transformatrices.

**L'argument central de cette série est que, dans tous les processus de crise et de redressement, il faut tenir compte de la dimension de genre et impliquer les femmes dès le début.**

L'épidémie de la COVID-19 et sa propagation rapide mais inégale à

travers le monde a suscité un corpus énorme (et toujours croissant) d'études et de commentaires critiques sur le rôle de l'État et des organisations internationales et sur le fonctionnement des systèmes de pouvoir, du niveau local au mondial. Les critiques ont noté comment les effets directs du virus ont mis en évidence les conséquences matérielles des préférences idéologiques et politiques dominantes et de la façon dont les systèmes et les structures ont été constitués pour intégrer les inégalités au sein et entre les États, exposant les mythes sur lesquels les élites ont entretenu et exercé le pouvoir, politique, économique et social.

Cet ouvrage montre comment, nonobstant les obligations légales et les engagements pris, la non-prise en compte par les États des différences dans le processus d'élaboration et d'application des mesures d'urgence a défilé, presque du jour au lendemain, des décennies de travail féministe. Les disparités entre les sexes et les axes d'oppression existants se sont approfondis, les pratiques d'exploitation ont prospéré et la violence à l'égard des femmes s'est intensifiée à travers le monde. Bien entendu, les effets néfastes de cette perte n'ont pas été uniformément ressentis, comme l'ont démontré les contributeurs de cette édition.

La recherche féministe a injecté une analyse plus approfondie dans ces débats, attirant l'attention sur les effets différents et souvent disproportionnés que les mesures prises par l'État pour freiner la propagation du virus ont eu sur les femmes et les filles en raison de

leur sexe et de leur genre. Cet ouvrage montre comment, nonobstant les obligations légales et les engagements pris, la non-prise en compte par les États des différences dans le processus d'élaboration et d'application des mesures d'urgence a défilé, presque du jour au lendemain, des décennies de travail féministe. Les disparités entre les sexes et les axes d'oppression existants se sont approfondis, les pratiques d'exploitation ont prospéré et la violence à l'égard des femmes s'est intensifiée à travers le monde. Bien entendu, les effets néfastes de cette perte n'ont pas été uniformément ressentis, comme l'ont démontré les contributeurs à cette édition.

Chacune des auteurs a été invitée à réfléchir sur les implications de la pandémie mondiale – ancrée dans le local et personnel – et encadrée par leurs conceptions de la paix féministe. Dans cette mesure, cette collection ouvre de nouvelles possibilités épistémologiques, politiques et intellectuelles enrichissant les connaissances féministes. Que les réflexions partagées fassent aussi écho à ce qui a été observé par d'autres féministes dans d'autres espaces, n'est guère surprenant. Après tout, les systèmes de pouvoir co-constitutifs qui créent et normalisent les hiérarchies et l'exploitation (du patriarcat au militarisme, au capitalisme [néo-libéral] et/ou au [néo]colonialisme) peuvent se manifester sous différentes formes dans différents espaces et moments, mais les voies elles s'enfoncent dans le tissu de la société – et dans le corps même des femmes et des filles – sont reproduites à travers le monde.



La critique accablante de **Margaret LoWilla** des mesures prises par les États africains en réponse à la pandémie est la toile de fond dans laquelle elle explore les héritages du colonialisme. LoWilla identifie la reproduction du modèle de gouvernance coloniale fondé sur le capitalisme, le militarisme et le patriarcat comme essentiel pour comprendre le fonctionnement contemporain de l'État africain post-colonial et la violence structurelle à laquelle il semble attaché. La crise qu'elle préconise offre une opportunité de démanteler les hiérarchies et les systèmes de gouvernance hérités. L'appel de LoWilla à un nouveau départ, de nouvelles façons de penser, de nouvelles imaginations collectives évoquent l'appel de Fanon (*Les Damnés de la Terre*), mais son intervention- encadrée par un engagement en faveur de la paix féministe- pousse plus loin le plaidoyer de Fanon et, ce faisant, contribue à un corps riche et croissant d'érudition féministe critique panafricaine.

Dans son essai, **Elizabeth Kisolo Nagudi** retrace les conséquences sexospécifiques des mesures d'urgence adoptées par le gouvernement ougandais et les multiples façons dont ces politiques ont sapé les droits des femmes et des filles. Cependant, l'image qu'elle dresse de chaque jour est complexe dans laquelle des histoires uniformes de vulnérabilité et de besoin de protection sont rejetées. Au lieu de cela, par exemple, Nagudi souligne comment la suspension des transports publics a conduit à une augmentation du nombre de femmes utilisant des vélos, une pratique qui était auparavant rejetée car non conforme aux stéréotypes de

genre. En d'autres termes, les crises – qu'elles soient d'origine humaine ou naturelle – peuvent avoir des conséquences à la fois régressives et libératrices. Le fait est que le cours que toute société adopte est toujours une question de choix.

Le langage militarisé utilisé par les élites politiques pour faire référence à la COVID-19 a été vivement critiqué par les féministes. Pourtant, dans un geste provocateur, **Saba Hamzah** parle d'une «nouvelle guerre» nous incitant à voir les parallèles entre les effets sexospécifiques des politiques étatiques visant à freiner la propagation du virus et l'expérience vécue et genrée du conflit. Le poème de Hamzah est un acte profondément personnel de partage du traumatisme de la guerre, du déplacement, de la fuite et rappelle comment les États produisent et reproduisent de manière répétitive le traumatisme. Comme pour nos autres contributeurs, le récit de Hamzah ne concerne pas seulement les dommages et les pertes, mais plutôt la survie. Bien sûr, cela soulève d'autres questions : pourquoi et comment se fait-il que pour tant de personnes, la survie elle-même soit dévorante ?

La survie est aussi un thème abordé par **Umenjoh Vania Andoumbeni** dans son essai retraçant le quotidien des femmes et des filles au Cameroun. Andoumbeni nous donne un aperçu des réalités quotidiennes des femmes et des filles qui survivent au milieu des hostilités armées dans les régions du sud du Cameroun, une guerre qui a reçu relativement peu d'attention mondiale bien qu'elle dure depuis 2016. Mais Andoumbeni attire également notre

Feministe

Peace

Series.

attention sur les expériences vécues au quotidien de discrimination et de violence auxquelles sont confrontées les femmes et les filles dans les zones dites « paisibles » au Cameroun et, ce faisant, nous rappelle les distinctions artificielles faites entre paix et conflit. Comme étape vers la réalisation de la paix féministe, Andoumbeni souligne la nécessité de mettre de côté les fausses distinctions, de reconnaître comment les systèmes de genre fonctionnent à travers le temps et l'espace, en public et en privé, et de démanteler les édifices qui perpétuent les conflits et l'oppression des femmes et des filles.

L'érudition féministe est plus qu'un simple exercice d'engagement critique, mais un engagement envers le changement politique. Et l'essai de **Sharon Eryenyu** illustre cette tradition. L'accessibilité de la prose d'Eryenyu voile la profondeur et la complexité des arguments qu'elle développe avec le concept de gardiennage au centre de la scène. En conclusion, Eryenyu note que «les effets en cascade de la crise du COVID-19 doivent encore être entièrement découverts et appréciés»,

mais ce qu'elle a habilement tracé dans cet article est un plan féministe de changement et les premiers pas vers un plan de relance significatif pour L'Ouganda ainsi que tous les autres États qui n'ont pas réussi à répondre « aux différents besoins de soins de leurs populations [respectives] ».

L'argument central de cette série est que dans tous les processus de crise et de relèvement, les femmes doivent être impliquées dès le début. La pandémie de la COVID-19 aura sans aucun doute des effets durables sur la lutte pour la paix féministe et l'égalité des sexes pour les femmes et les filles dans le monde entier. Nous devons donner la priorité à une stratégie féministe, soutenir les mouvements de femmes et mettre la voix et le leadership des femmes au premier plan.

Nous espérons que vous apprécierez la lecture de notre deuxième édition de la série Paix Feminist

**Dr Louise Arimatsu**

Éditeur Visiteuse

# POUR SUIVRE LA PAIX FÉMINISTE

vers un avenir  
post-COVID 19  
plus égalitaire



**Margaret LoWilla**

## Quelle est la situation?

### *L'impact de la COVID 19*

“La COVID 19 nous a tous mis devant un miroir collectif.”<sup>1</sup> La pandémie mondiale et ses effets reflètent et exposent les lacunes des formes patriarcales et néolibérales de gouvernance, de leadership et d’approches de la paix et de la sécurité. La COVID-19, tout comme le néolibéralisme, prospère sur les hiérarchies et leurs interconnexions aux niveaux mondial et local.<sup>2</sup>

1. Moreno-Ruiz, Maria (2020), ‘Rediscovering Neptune: Towards Care, in Covid Stories from East Africa and Beyond: Lived Experiences and Forward-Looking Reflections, (Cameroon: Langaa Publishing)
2. Francis B. Nyamnjoh (2020), ‘COVID 19 the Humbling and Humbled Virus,’ in Covid Stories from East Africa and Beyond: Lived Experiences and Forward-Looking Reflections, (Cameroon: Langaa Publishing)



D'une part, en tant qu'égaliseur, la pandémie a laissé les institutions du nord et du sud du monde aux prises pour faire face au nombre croissant d'infections et à la vitesse rapide de mutation du virus. Au niveau mondial, la pandémie a dissipé le mythe de l'invulnérabilité occidentale alors que leurs systèmes de santé ont été débordés. À l'échelle nationale, incapables d'accéder à un traitement médical à l'étranger, les dirigeants politiques n'ont eu d'autre choix que de rechercher des services de santé auprès des institutions mêmes dans lesquelles ils ont sous-investi.<sup>3</sup>

D'autre part, alors que la pandémie est censée tuer sans négociation, tout le monde n'est pas affecté au même degré.<sup>4</sup> L'impact différencié du virus est évident en observant les expériences des femmes, des jeunes, les communautés urbaines pauvres et rurales concernant les mesures de prévention de la COVID 19. Les blocages ont conduit à consacrer plus de temps aux soins domestiques non rémunérés, féminisés et invisibles. Les pires sont les femmes vivant dans la pauvreté, qui supportent la majorité du travail domestique tout en recevant le moins de soutien.<sup>5</sup> L'arrêt de la circulation des biens et des personnes a

3. Mwambari, David (2020, April 15), 'The pandemic can be a catalyst for decolonisation in Africa,' Al Jazeera, <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/4/15/the-pandemic-can-be-a-catalyst-for-decolonisation-in-africa>  
4. Francis B. Nyamnjoh (2020),  
5. <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-care-250620-en.pdf>

coupé les chaînes d'approvisionnement qui répondaient aux besoins de base et facilitaient le commerce des petites entreprises sur les marchés informels. Le concept de "travail à domicile" et le passage à l'utilisation de la technologie numérique ont exclu une majorité de la population africaine qui n'a pas d'accès fiable à l'électricité, sans parler des appareils et services numériques.

En outre, la COVID 19 aurait été à l'origine de "processus jumeaux de répression et de résistance".<sup>6</sup> Bien que la pandémie elle-même ne soit pas une cause de violence politique, elle a certainement accentué les inégalités existantes et exposé l'inefficacité de l'État dans la fourniture de biens publics. Au Rwanda, au Kenya et en Afrique du Sud, les forces de sécurité auraient violé les droits humains en recourant à une force excessive pour imposer des couvre-feux. Ailleurs en Guinée, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe, des régimes autoritaires ont manipulé les restrictions liées à la COVID pour réprimer les manifestations et limiter les activités des partis d'opposition et des groupes de la société civile avant les élections.<sup>7</sup>

De plus, il y a eu une augmentation notable des cas de fémicide et de violence sexuelle et sexiste, qui a été surnommée la "pandémie de l'ombre" par les Nations Unies. Le Libéria, le

## Le Kenya a fait face à une crise de grossesse chez les adolescentes où environ 4000 écolières de moins de 19 ans sont tombées enceintes pendant le confinement. Dans la plupart des cas, elles auraient été violées par des parents proches<sup>9</sup>.

Cameroun, l'Éthiopie et le Nigéria ont connu une augmentation des violences sexuelles pendant les couvre-feux. L'Afrique du Sud a connu une augmentation des meurtres horribles de jeunes femmes.<sup>8</sup> Le Kenya a fait face à une crise de grossesse chez les adolescentes où environ 4 000 écolières de moins de 19 ans sont tombées enceintes pendant le confinement. Dans la plupart des cas, elles auraient été violées par des parents proches.<sup>9</sup> De même au Malawi, la fermeture d'écoles a exposé les filles à un plus grand risque d'abus par des voisins et membres de famille. Le Soudan du Sud, dans le cadre de la mise en œuvre d'un accord de paix fragile, a également signalé une augmentation des cas de viols collectifs dans les zones où les conflits communautaires persistaient.<sup>10</sup> Le plus notable a été le viol collectif d'une fillette

6. The Africa Report (22, December, 2020), 'Africa: 'Repression & resistance are two key trends heading into 2021,' <https://www.theafricareport.com/56131/africa-repression-resistance-are-two-key-trends-heading-into-2021/>

7. Ibid

8. DW, 'Violence against women: Africa's shadow pandemic,' <https://www.dw.com/en/africa-pandemic-violence-rape-women/a-55174136>

9. Muswii Enock (2020, June 17), 'Crisis as 4,000 school girls impregnated in Machakos in the last 4 months alone,' Citizen Digital, <https://citizentv.co.ke/news/crisis-as-4000-school-girls-impregnated-in-machakos-in-the-last-4-months-alone-335903/>

10. LoWilla, Margaret (2020), 'Ubuntu, Social Justice and Market Mamas,' in Covid Stories from East Africa and Beyond: Lived Experiences and Forward-Looking Reflections, (Cameroon: Langaa Publishing)

de 8 ans dans sa maison familiale, qui a suscité des manifestations à Juba de femmes et de jeunes militants qui ont appelé à la justice contre les auteurs de violences sexuelles et à la fin de la culture du viol au Soudan du Sud.<sup>11</sup>

Alors que la répression d'État a enraciné la méfiance et a érodé la réciprocité verticale déjà mince entre l'État et la société, elle a également inspiré l'émergence de mouvements sociaux. Ces mouvements représentaient des populations civiles qui partageaient des griefs mutuels, donc des objectifs alignés en exigeant un changement. La brutalité policière au Nigeria a incité le mouvement #EndSARS dirigé par des jeunes, déterminé à recadrer la notion de sécurité vers une approche centrée sur la personne. Les efforts du gouvernement pour criminaliser les manifestations en Zambie et au Zimbabwe ont incité les citoyens à tirer parti de l'espace numérique pour exercer leurs droits civiques tout en évitant la répression de l'État. Des individus ont pris des photos avec des pancartes, avec leur visage et leur identité déguisés d'une manière ou d'une autre et les ont affichées en ligne. Ces contributions individuelles, lorsqu'elles sont tissées ensemble, racontaient une histoire cohérente de solidarité en opposition à un régime autoritaire.<sup>12</sup> Certes, la

## En raison des progrès de la technologie numérique, les jeunes demandent des comptes à leurs gouvernements et construisent une amalgame de divers réseaux de résistance à travers le continent<sup>13</sup>.

La pandémie de COVID 19 a révélé que la nouvelle génération de jeunes Africains ne tolérera plus «les affaires comme la politique habituelle qui a compromis leur paix et leur sécurité et a été pendant si longtemps une source de leur oppression. En raison des progrès de la technologie numérique, les jeunes demandent des comptes à leurs gouvernements et construisent une amalgame de divers réseaux de résistance à travers le continent.<sup>13</sup>

Maria Moreno Jose Ruiz pose des questions importantes qui nécessitent une réflexion: "Comment avons-nous construit nos familles pour que dans une situation de confinement dans nos foyers, les violences sexistes et patriarcales se soient multipliées? À

11. Akol Priscah (2020, May 16), 'Women activists protest rape cases, demand justice,' Eye Radio, <https://eyeradio.org/women-activists-protest-rape-cases-demand-justice/>
12. Cheeseman Nic and Sishuwa Sishuwa (2020, Sep 11), 'Campaigning together, but on their own,' Mail & Guardian, <https://mg.co.za/africa/2020-09-11-campaigning-together-but-on-their-own/>
13. Amnesty International (2021, April 7), Sub-Saharan Africa: The devastating impact of conflicts compounded by COVID-19, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/04/subsaharan-africa-the-devastating-impact-of-conflicts-compounded/>
14. Moreno-Ruiz, Maria (2020)

quoi servent ces forces de sécurité policières, militaires ou même privées étant donné que dans tant de pays au nom de l'application de nouvelles règles de confinement, ils ont maltraité, battu et assassiné des personnes ? Comment avons-nous articulé notre système de

production et de distribution pour que la moindre parenthèse sur le lieu de travail conduise directement des millions de personnes à la faim ? Pourquoi le monde est-il plus préparé à faire la guerre qu'à réagir pour prévenir les pandémies ?"<sup>14</sup>

## Comment sommes-nous arrivés ici? *Réflexion sur le passé colonial de l'Afrique*

L'État africain postcolonial a adopté des idéaux de gouvernance capitalistes, militaristes et patriarcaux.<sup>15</sup> À l'indépendance, la plupart des gouvernements africains ont recherché les avantages des marchés des capitaux tout en se privant de leurs droits et en appauvrissant davantage les Africains noirs locaux. Le choix de la libéralisation peut également être interprété comme une tentative de la plupart des gouvernements de sauvegarder leur place dans l'ordre politique et économique mondial. Par conséquent, cela a enraciné une distribution très inégale des ressources, soutenue par l'exploitation systémique des femmes, des jeunes valides, des pauvres des villes et des populations rurales. Cette tendance de l'État africain postcolonial

à protéger et à promouvoir le capital au détriment des besoins et du bien-être de la population est démontrée par les impacts de COVID 19.<sup>16</sup>

En termes de sécurité, de nombreux pays africains post-coloniaux ont conservé le même modèle colonial de sécurité, où les forces de sécurité servaient sur ordre et dans la protection de l'État, de ses ressources et de l'élite dirigeante. Les gouvernements africains indépendants ont hérité sans conteste d'organisations policières impitoyables, hiérarchiques, centralisées et détachées de la communauté et de ses besoins. Les forces de police sont aujourd'hui déployées pour réprimer toute sorte de dissidence politique contre les régimes en place. La sécurité alors

15. Campbell, H (2003), African [Women] a-Liberate Zimbabwe': Review of Reclaiming Zimbabwe: The Exhaustion of the Patriarchal Model of Liberation, (Cape Town: David Philip Publishers).

16. Tofa, Moses (2020, June 4), 'COVID-19: Time for Africa to Root out the 'Old Pandemic'', African Leadership Centre COVID 19 Research Op-Ed series, vol. 3, no. 1, <https://africanleadershipcentre.org/index.php/covid-19-research/638-covid-19-time-for-africa-to-root-out-the-old-pandemic>

souhaitée par le peuple et assurée par l'élite gouvernante est directement contestée.<sup>17</sup> Suivant le même modèle de cupidité des puissances coloniales, des gouvernements indépendants ont politisé une force de police paroissiale pour garantir leur pouvoir et leurs intérêts. dans des contextes démocratiques sous-développés et fragiles. Les ramifications sont visibles aujourd'hui dans l'utilisation d'une force excessive, la brutalité policière, la violation des droits de l'homme et l'érosion de la confiance de la communauté dans la police et d'autres institutions de sécurité.<sup>18</sup>

L'ère actuelle de la mondialisation néolibérale ne peut être retirée de son passé colonial patriarcal qui a enraciné et continue de saper, de subjuguer et

**Les gouvernements africains indépendants ont hérité sans conteste d'organisations policières impitoyables, hiérarchiques, centralisées et détachées de la communauté et de ses besoins.**



18. Woods, D. (2007). Conceptual framework for policing in Africa [PDF]. Retrieved from [http://www.humanrightsinitiative.org/programs/aj/police/india/workshops/conceptual\\_framework\\_of\\_policing\\_in\\_africa.pdf](http://www.humanrightsinitiative.org/programs/aj/police/india/workshops/conceptual_framework_of_policing_in_africa.pdf)



de violer les femmes.<sup>19</sup> Il a été avancé que le patriarcat est soutenu par “la violence institutionnalisée systématique et culturellement tolérée contre les femmes”<sup>20</sup> est donc peu propice et incompatible avec la paix.<sup>21</sup> La construction post-coloniale de l’identité de la femme africaine confinée dans les murs de la maison (sphère privée), a finalement restreint sa participation à la vie politique et publique et l’exclu des

décisions qui régissent sa vie.<sup>22</sup> En outre, la sous-évaluation du travail des femmes et la restriction de leur accès à la terre, au capital et aux moyens de subsistance étaient une approche intentionnelle pour maintenir leur impuissance. À ce jour, le travail des femmes est invisible et non rémunéré, alors qu’elles continuent d’être victimes de violence et exclues de la richesse.<sup>23</sup>

## Où allons-nous à partir d’ici? *Réimaginer un avenir féministe*

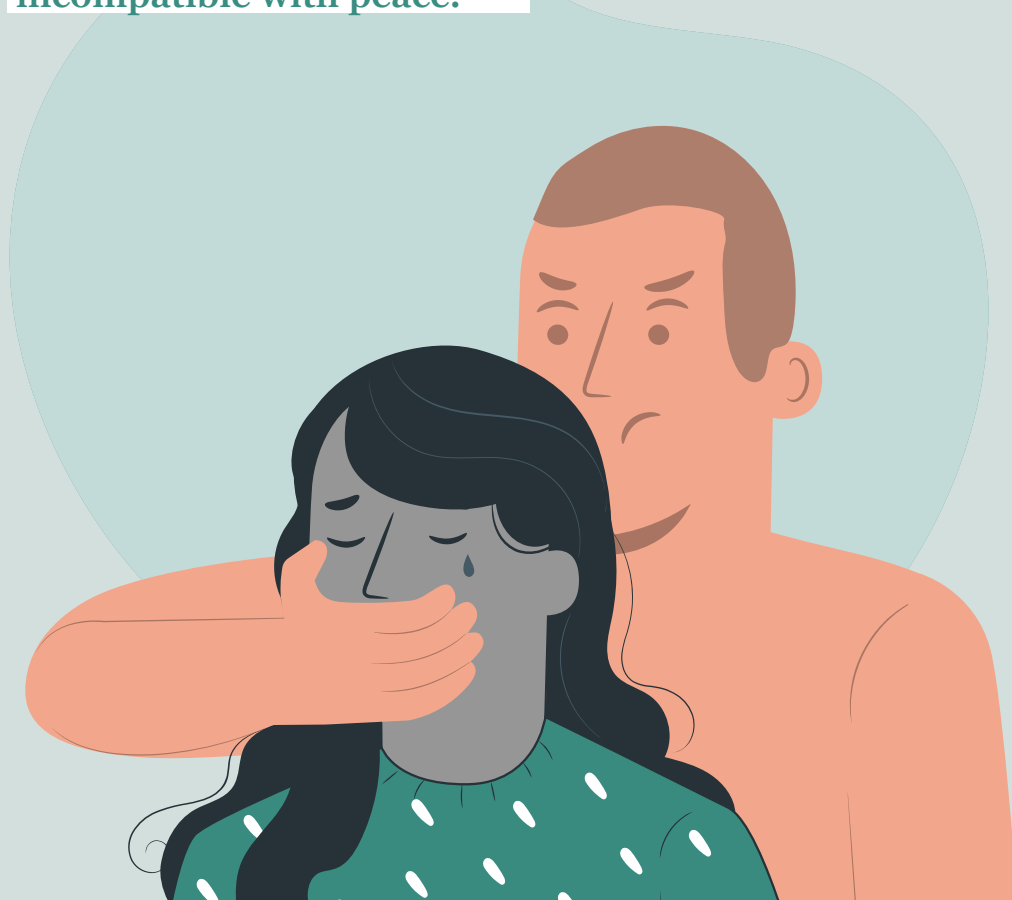
La COVID-19 a contraint les pays du continent et du monde à faire face au reflet collectif d’inégalités flagrantes à l’intérieur et entre les pays, de discrimination et d’inégalité structurelles, d’autoritarisme et de répression qui contredisent directement les droits de l’homme et les libertés, la perte de crédibilité des institutions démocratiques et la fabrication de la légitimité, les

catastrophes écologiques succédant aux activités d’extraction prédatrices et les architectures économiques internationales asymétriques qui nuisent aux populations locales, indigènes.<sup>24</sup>

Le féminisme a joué un rôle essentiel dans la mise en évidence des liens entre le patriarcat en tant qu’autorité des hommes chefs de famille dans la

19. Mama, Amina (2014), ‘Beyond Survival: Militarism, Equity and Women’s Security’, *Development and Equity*, [https://brill.com/view/book/edcoll/9789004269729/B9789004269729\\_005.xml](https://brill.com/view/book/edcoll/9789004269729/B9789004269729_005.xml)
20. Spencer-Wood, Suzanne M. (2016), “Feminist Theorizing of Patriarchal Colonialism, Power Dynamics, and Social Agency Materialized in Colonial Institutions,” *International Journal of Historical Archaeology*, vol. 20, no. 3, pp. 477-491
21. Kezie- Nwoha, Helen (2020), ‘Feminist Peace and Security in Africa,’ Oxfam, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-peace-and-security-in-africa-621054/>
22. Okech, Awino (2016), ‘Statecraft and Pursuing Women’s Rights in Africa,’ African Women’s Development Fund, Primer One, <http://africclub.net/awdf/wp-content/uploads/Primers-One-Statecraft-Pursuing-womens-rights-in-Africa.pdf>
23. Tamale Sylvia (2005), ‘Alternative Leadership in Africa: Some Critical Feminist Reflections,’ in *Feminist Politics, Activism and Vision* (Toronto, Canada: Inanna Publications and Education Inc.)
24. Moreno-Ruiz, Maria (2020)

It has been argued that patriarchy is sustained through “culturally condoned systematic institutionalized violence against women,”<sup>20</sup> hence is uncondusive to and incompatible with peace.<sup>21</sup>



22. Okech, Awino (2016), 'Statecraft and Pursuing Women's Rights in Africa,' African Women's Development Fund, Primer One, <http://africlub.net/awdf/wp-content/uploads/Primers-One-Statecraft-Pursuing-womens-rights-in-Africa.pdf>
23. Tamale Sylvia (2005), 'Alternative Leadership in Africa: Some Critical Feminist Reflections,' in *Feminist Politics, Activism and Vision* (Toronto, Canada: Inanna Publications and Education Inc.)

sphère privée et l'autoritarisme dans la vie publique, politique et économique. Il a également mis en lumière la sous-évaluation des soins dans les familles et les communautés par rapport à la construction de systèmes politiques et socio-économiques qui valorisent le capital par rapport aux vies humaines.<sup>25</sup>

Ici, je propose que la crise sans précédent de la COVID-19, soit aussi une opportunité pour ré-imaginer et recréer nos sociétés vers une paix féministe. De vrais progrès passeront par le rejet des répartitions hiérarchiques inégales du pouvoir et de l'accès aux ressources d'une part et le recentrage des soins, de la sécurité humaine et de l'économie égalitaire d'autre part. Il doit y avoir une reconnaissance et une acceptation collectives de la vulnérabilité et de l'interdépendance humaine et des

investissements dans l'instauration de la confiance et le renforcement de la réciprocité entre les populations. Pour le continent africain, cela nécessitera de réévaluer les systèmes de gouvernance hérités de la colonisation et de reconstruire collectivement la société africaine en fonction de la réalité africaine.<sup>26</sup>

**Ici, je propose que la  
crise sans précédent de  
la COVID-19, soit aussi  
une opportunité pour ré-  
imaginer et recréer nos  
sociétés vers une paix  
féministe.**

25. Ibid

26. Miles, Angela (2004), Introduction in *Feminist Politics, Activism and Vision: Local and Global Challenges*, (New York: Zed Books)

## Références

Akol Priscah (2020, May 16), 'Women activists protest rape cases, demand justice,' Eye Radio, <https://eyeradio.org/women-activists-protest-rape-cases-demand-justice/>

Amnesty International (2021, April 7), Sub-Saharan Africa: The devastating impact of conflicts compounded by COVID-19, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/04/subsaharan-africa-the-devastating-impact-of-conflicts-compounded/>

Bolis, Mara et. al (2020), 'Care in the time of coronavirus: Why care work needs to be at the centre of a post-COVID-19 feminist future,' Oxfam, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bp-care-crisis-time-for-global-reevaluation-care-250620-en.pdf>

Campbell, H (2003), African [Women] a-Liberate Zimbabwe': Review of Reclaiming Zimbabwe: The Exhaustion of the Patriarchal Model of Liberation, (Cape Town: David Philip Publishers).

Cheeseman, Nic and Sishuwa, Sishuwa (2020, Sep 11), 'Campaigning together, but on their own,' Mail & Guardian, <https://mg.co.za/africa/2020-09-11-campaigning-together-but-on-their-own/>

DW, 'Violence against women: Africa's shadow pandemic,' <https://www.dw.com/en/africa-pandemic-violence-rape-women/a-55174136>

Francis B. Nyamnjoh (2020), 'COVID 19 the Humbling and Humbled Virus,' in Covid Stories from East Africa and Beyond: Lived Experiences and Forward-Looking Reflections, (Cameroon: Langaa Publishing)

<https://eyeradio.org/women-activists-protest-rape-cases-demand-justice/>

Kezie- Nwoha, Helen (2020), 'Feminist Peace and Security in Africa,' Oxfam, <https://policy-practice.oxfam.org/resources/feminist-peace-and-security-in-africa-621054/>

LoWilla, Margaret (2020), 'Ubuntu, Social Justice and Market Mamas,' in Covid Stories from East Africa and Beyond: Lived Experiences and Forward-Looking Reflections, (Cameroon: Langaa Publishing)

Mama, Amina (2014), 'Beyond Survival: Militarism, Equity and Women's Security,' Development and Equity, [https://brill.com/view/book/edcoll/9789004269729/B9789004269729\\_005.xml](https://brill.com/view/book/edcoll/9789004269729/B9789004269729_005.xml)

Miles, Angela (2004), Introduction in Feminist Politics, Activism and Vision: Local and Global Challenges, (New York: Zed Books)

Moreno-Ruiz, Maria (2020), 'Rediscovering Neptune: Towards Care,' in Covid Stories from East Africa and Beyond: Lived Experiences and Forward-Looking Reflections, (Cameroon: Langaa Publishing)

Muswii, Enock (2020, June 17), 'Crisis as 4,000 school girls impregnated in Machakos in the last 4 months alone,' Citizen Digital, <https://citizentv.co.ke/news/crisis-as-4000-school-girls-impregnated-in-machakos-in-the-last-4-months-alone-335903/>

Mwambari, David (2020, April 15), 'The pandemic can be a catalyst for decolonisation

in Africa,' Al Jazeera, <https://www.aljazeera.com/opinions/2020/4/15/the-pandemic-can-be-a-catalyst-for-decolonisation-in-africa>

Okech, Awino (2016), 'Statecraft and Pursuing Women's Rights in Africa,' African Women's Development Fund, Primer One, <http://africlub.net/awdf/wp-content/uploads/Primers-One-Statecraft-Persuing-womens-rights-in-Africa.pdf>

Spencer-Wood, Suzanne M. (2016), "Feminist Theorizing of Patriarchal Colonialism, Power Dynamics, and Social Agency Materialized in Colonial Institutions," *International Journal of Historical Archaeology*, vol. 20, no. 3, pp. 477-491

Tamale Sylvia (2005), 'Alternative Leadership in Africa: Some Critical Feminist Reflections,' in *Feminist Politics, Activism and Vision* (Toronto, Canada: Inanna Publications and Education Inc.)

The Africa Report (22, December, 2020), 'Africa: Repression & resistance are two key trends heading into 2021,' <https://www.theafricareport.com/56131/africa-repression-resistance-are-two-key-trends-heading-into-2021/>

Tofa, Moses (2020, June 4), 'COVID-19: Time for Africa to Root out the 'Old Pandemic',' African Leadership Centre COVID 19 Research Op-Ed series, vol. 3, no. 1, <https://africanleadershipcentre.org/index.php/covid-19-research/638-covid-19-time-for-africa-to-root-out-the-old-pandemic>

Woods, D. (2007). Conceptual framework for policing in Africa [PDF]. Retrieved from [http://www.humanrightsinitiative.org/programs/aj/police/india/workshops/conceptual\\_framework\\_of\\_policing\\_in\\_africa.pdf](http://www.humanrightsinitiative.org/programs/aj/police/india/workshops/conceptual_framework_of_policing_in_africa.pdf)

Feministe

Peace

Series.

# COMMENT LES FEMMES RÉAGISSENT À L'IMPACT DE LA COVID-19 EN OUGANDA



**Elizabeth Kisolo Nagudi**

Début février 2020, l'Égypte est devenue le premier pays africain à déclarer officiellement des cas de COVID-19 ("Un deuxième cas de COVID-19 est confirmé en Afrique", 2020). En mars, le Rwanda a imposé un confinement, devenant le premier pays africain à le faire ("Plusieurs pays africains confirment les premiers cas de coronavirus", 2020). Bien que l'Ouganda ait enregistré son premier cas de COVID-19 le 21 mars, le gouvernement avait déjà institué un confinement le 20 mars 2020 (Olum & Bongomin, 2020).

Pour contenir la propagation du virus, des mesures de grande envergure ont été adoptées par les États aux niveaux local, national et mondial. Il s'agit notamment de la fermeture des aéroports à tous les services sauf essentiels et des limitations importantes des mouvements frontaliers ; la fermeture des écoles ; la suspension des activités susceptibles



d'attirer les foules ; et l'introduction de procédures opérationnelles normalisées. Des exemples de ces derniers ont été le port obligatoire de cache-nez en public; la réduction du nombre de passagers sur les services de transport public ; et des campagnes de santé publique exhortant les citoyens à se laver les mains et/ou à utiliser régulièrement des désinfectants (Aytekin, 2020).

Comme d'autres pays, le gouvernement ougandais a introduit une liste de mesures pour freiner la propagation de la COVID-19. Celles-ci comprenaient la

suspension des prières communautaires dans les lieux de culte ; interdire la circulation des Ougandais vers et depuis les pays où le nombre de cas de COVID-19 est élevé ; suspendre le fonctionnement des activités sociales telles que les discothèques, les bars et les clubs, et les événements sportifs ; et l'interdiction d'utiliser des voitures personnelles. Tous les magasins non essentiels ont dû fermer, ne laissant que les magasins/entreprises agricoles pour continuer leurs activités ("Liste complète des 34 mesures ougandaises pour contenir le COVID-19", 2020).

## Conséquences indésirables

La Covid-19 a mis à rude épreuve le système de santé ougandais. Elle a mis en évidence les lacunes des systèmes de santé, les pénuries d'équipements médicaux, de personnel de santé et d'outils de santé de sécurité ("Attaques contre les soins de santé dans le contexte de COVID-19", 2020). Les femmes et les enfants ont été touchés de manière disproportionnée, en grande partie en raison des obstacles supplémentaires rencontrés pour accéder aux services de santé.

Les restrictions de la COVID-19 imposées par le gouvernement ont entraîné une augmentation de la violence à l'égard des femmes (VAW) et plus particulièrement de la violence domestique étant donné la non-prise en compte des dimensions sexospécifiques des politiques de confinement (Wilberg, 2021). La violence sexiste a augmenté au cours de cette période avec une augmentation de 24 % des cas de viol et une augmentation de 30 % des violences sexuelles subies par les adolescentes à peine 6 mois après le premier confinement en 2020 (Susman, 2021). En raison des restrictions de mouvement, il est devenu plus difficile d'assurer la protection de la police, en particulier pour les femmes et les filles des zones rurales, tout comme l'accès à la justice, illustré par l'histoire d'Agnes, une femme qui a subi de graves violences domestiques dans le district d'Amudat, dans le nord de l'Ouganda (Senda, 2021).

En Ouganda les écoles sont fermées depuis mars 2020. Malgré une

réouverture progressive prévue, les écoles ont de nouveau dû fermer en juin 2021. Comme pour la VCF, les dimensions sexospécifiques de la mesure n'ont pas été prises en compte par le gouvernement. La fermeture des écoles a eu des conséquences néfastes disproportionnées sur les filles. Par exemple, il y a eu une forte augmentation des taux de grossesse qui s'élèvent à 22,5% chez les 10 à 24 ans, prévenant d'une probabilité d'abandon scolaire accru (Safiedin, 2021). Le district de Zombo, dans le nord de l'Ouganda, aurait enregistré 6 000 cas de grossesse sur une période de dix-sept mois chez des filles âgées de 14 à 17 ans (URN, 2021).

**La fermeture des écoles a eu des conséquences néfastes disproportionnées sur les filles. Par exemple, il y a eu une forte augmentation des taux de grossesse qui s'élèvent à 22,5% chez les 10 à 24 ans, prévenant d'une probabilité d'abandon scolaire accru (Safiedin, 2021).**

Avec la fermeture des écoles et la perte d'emplois, le travail non rémunéré des femmes a augmenté car plus de temps



était passé à la maison (Thorntorn, 2020). Avant la pandémie, on estimait que les femmes passaient en moyenne 3 heures à effectuer des travaux non rémunérés, tandis que pendant la pandémie, on estime que les femmes consacraient l'équivalent d'un emploi à temps plein à des activités de travail non rémunérées (Thorntorn, 2020). En plus de cela, des femmes ont été licenciées de leur emploi, ce qui a été catastrophique pour les personnes à charge et pire pour les cas où les femmes gagnaient un revenu au jour le jour (Lyster et Singo, 2020).

Les restrictions sur les transports publics ont entravé la mobilité, rendant l'accessibilité des lieux de travail impossible pour beaucoup. Cela a laissé aux commerçants du marché peu d'autres choix que de dormir sur les marchés pour s'assurer un revenu. L'effet de choc pour les femmes commerçantes du marché a été particulièrement dur. En plus d'être confrontées au risque de contracter le paludisme, d'avoir des conditions de sommeil inconfortables et des niveaux plus élevés d'insécurité personnelle, les femmes ont souvent dû utiliser des toilettes et des espaces de bain partagés insalubres, ce qui porte atteinte à leur dignité personnelle. Pour aggraver les choses, il y a eu une baisse de clients en raison des restrictions à la liberté de mouvement, ce qui a eu un impact négatif sur leurs flux de revenus (Asala, 2021). Les commerçantes qui ont

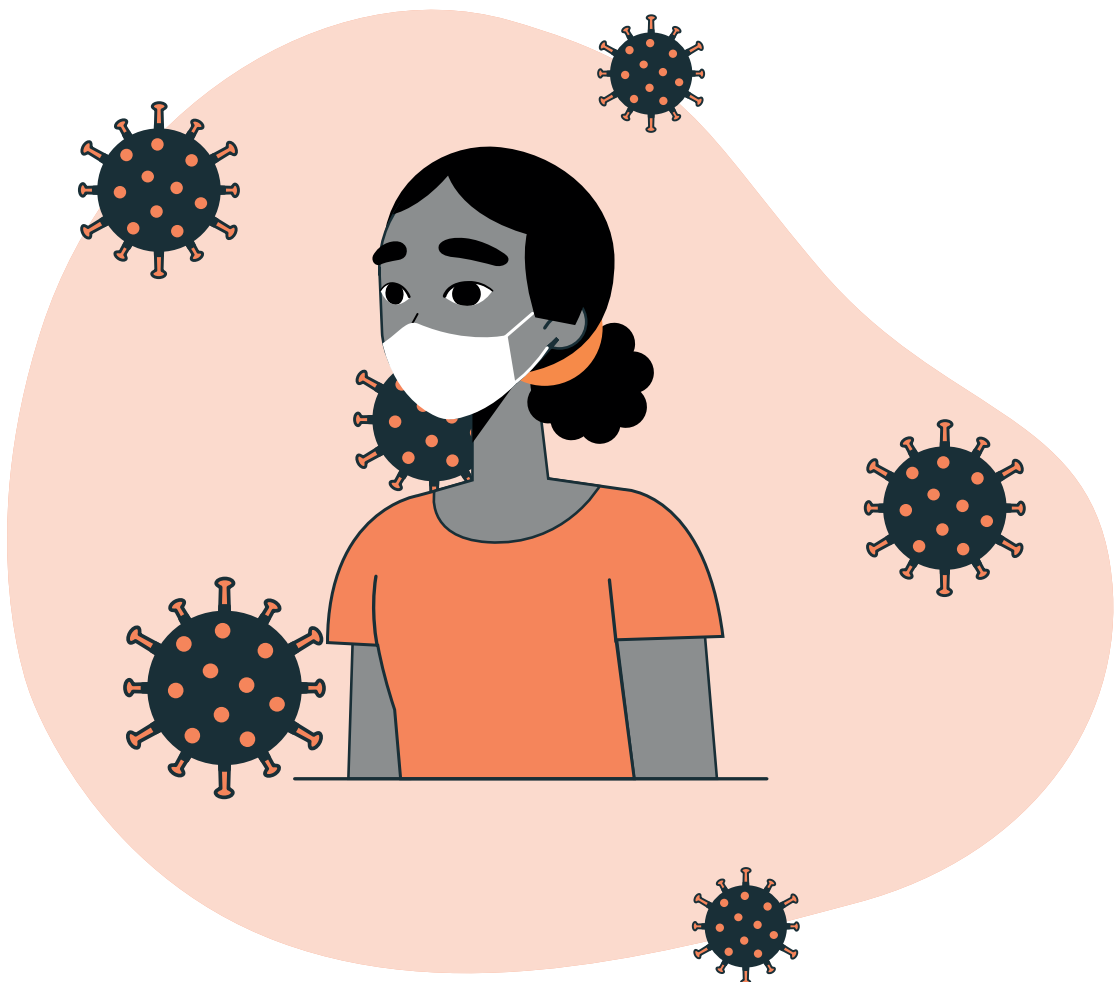
pu se déplacer quotidiennement ont été confrontées à différents défis. Certaines ont dû parcourir de longues distances qui s'étendent jusqu'à 20 km entre leur domicile et les marchés le matin et entreprendre un voyage de retour le soir, une distance qu'elles doivent parcourir avant l'heure du couvre-feu («Emission : les femmes ougandaises bravent les nuits froides sur les marchés alimentaires dans le cadre du confinement lié à la COVID-19\_Xinhua | English.news.cn", 2021).

**Avant la pandémie, on estimait que les femmes passaient en moyenne 3 heures à effectuer des travaux non rémunérés, tandis que pendant la pandémie, on estime que les femmes consacraient l'équivalent d'un emploi à temps plein à des activités de travail non rémunérées (Thorntorn, 2020).**

## Vision positive

De nouveaux modes de vie ont émergé, défiant les anciennes traditions. Avec l'interdiction des transports publics et l'augmentation des tarifs de transport en Ouganda, l'utilisation du vélo a considérablement augmenté et de plus en plus de femmes se rendent à vélo sur les lieux de travail (Moraz, 2020). L'utilisation de vélos était impopulaire parmi les femmes en Ouganda en raison des normes sociales (Jamer,

Les femmes ont prospéré dans le secteur de la fabrication de masques suite à la directive du gouvernement de porter des masques dans les lieux publics.



2017), mais le discours est en train de changer avec les femmes accueillant le vélo comme moyen de transport vers l'autonomisation économique.

Du côté positif, les femmes ont cherché divers moyens de lutter contre les défis économiques que la COVID-19 a causés en Ouganda. Les femmes ont prospéré dans le secteur de la fabrication de masques suite à la directive du gouvernement de porter des masques dans les lieux publics. Ces masques sont fabriqués à partir du tissu local connu sous le nom de Kitenge aligné avec un tissu de coton et cousus à l'aide d'une machine à coudre et sont ensuite colportés dans les rues ("Le projet de l'Union européenne soutient les jeunes de Kampala, les femmes fabriquent des masques pour lutter contre la COVID-19", 2020). Le prix d'un cache-nez dans les rues varie entre UGX 1000 et UGX 3000.

Les femmes ont joué un rôle central dans la lutte contre la COVID-19. Elles ont travaillé sans relâche comme médecins, infirmières, gardiennes, agents de première ligne et agents de santé communautaire. En particulier en Ouganda, les équipes réactives politiques et institutionnelles ont été dirigées par des femmes telles que Ruth Aceng qui est ministre de la Santé et a été à la ligne de front dans la lutte contre la COVID-19. ("Pourquoi avons-nous besoin du leadership féminin dans la réponse au COVID-19 ? Le cas de Kampala | Cities Alliance", 2020). Les agents médicaux féminins ont été à la pointe de la lutte contre la COVID-19 en Ouganda. Des

médicaments fabriqués localement pour traiter le virus ont été développés et Covylce-1 est l'une des herbes locales développées par une équipe de 10 personnes dirigées par une femme ; Dr Alice Lamwaka (Olukya, 2021). Selon une étude de l'Université de Dublin, les pays dirigés par des femmes ont subi les effets de la COVID-19 six fois moins que les pays dirigés par des hommes (Sirleaf, 2020). Cela a montré que la représentation est importante et que les femmes peuvent être de grandes leaders si elles ont les mêmes opportunités et les mêmes facteurs habilitants.

Dans certains quartiers, il y a eu des gains pour les femmes en Ouganda. Cependant, cela a été compensé par des reculs importants avec une augmentation des violences sexuelles et sexistes, des niveaux croissants d'insécurité des revenus et des obstacles supplémentaires à l'accès aux établissements de santé (Alupo, 2021) et aux mécanismes de justice.

Pour que les économies se remettent complètement de la période de récréation créée par la pandémie, les femmes doivent être pleinement impliquées pour mettre en commun une main-d'œuvre plus importante. Défendre l'autonomisation des femmes peut potentiellement ajouter 12 000 milliards de dollars au PIB mondial d'ici 2025 (Woetzel & Madgavkar, 2015). Veiller à ce qu'un plus grand nombre de femmes occupent des postes de direction est un autre domaine d'intérêt qui mérite l'attention. La croissance et le

développement de l'Ouganda peuvent être pleinement réalisés si les femmes sont autonomisées économiquement, politiquement et socialement au-delà des normes culturelles qui excluent les femmes d'occuper et de participer aux activités de croissance et de développement communautaires.

COVID-19, une maladie virale qui se propage par des gouttelettes de toux ou un contact avec une personne infectée, a considérablement affecté les ougandais et les femmes et les filles en particulier. La pandémie a ralenti (et dans certains cas inversé) les progrès qui étaient orientés vers l'égalité entre les sexes. Malgré les initiatives du gouvernement pour atténuer les effets négatifs des mesures d'urgence adoptées (par exemple, la distribution de moustiquaires aux vendeurs du marché et le lancement d'un fonds de secours COVID 19 de 100.000 UGX), des efforts plus ciblés sont nécessaires pour aider les femmes et les filles à se remettre des conséquences directes et indirectes de la pandémie. Cela nécessitera que le gouvernement applique une analyse de genre à l'égard de toutes les politiques et lois nouvelles et existantes pour remédier aux profondes inégalités qui ont été exposées par la pandémie en Ouganda.

**“L'égalité des sexes et les droits des femmes sont essentiels pour traverser ensemble cette pandémie. J'exhorte les gouvernements à mettre les femmes et les filles au centre de leurs efforts pour se remettre de la COVID-19. Cela commence avec les femmes en tant que leaders, avec une représentation et un pouvoir de décision égaux.”**

*“Mettre les femmes et les filles au centre des efforts pour se remettre de la COVID-19” – Déclaration du Secrétaire général de l'ONU António Guterres, 2020*

## Références

WHO Director-General's opening remarks at the media briefing on COVID-19- 11 March 2020. (2020). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.who.int/director-general/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19---11-march-2020>

A second COVID-19 case is confirmed in Africa. (2020). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.afro.who.int/news/second-covid-19-case-confirmed-africa>

Several African Countries Confirm First Coronavirus Cases. (2020). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.google.com/amp/s/www.voanews.com/science-health/coronavirus-outbreak/several-african-countries-confirm-first-coronavirus-cases%3Famp>

Olum, R., & Bongomin, F. (2020). Uganda's first 100 COVID-19 cases: Trends and lessons. Retrieved 27 June 2021, from <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC7247991/>

Aytekin, E. (2020). Steps taken by countries in fighting COVID-19 pandemic. Retrieved 27 June 2021, from <https://www.aa.com.tr/en/health/steps-taken-by-countries-in-fighting-covid-19-pandemic/1812009#>

Full list of 34 Ugandan measures to contain COVID-19. (2021). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.independent.co.ug/full-list-of-34-ugandan-measures-to-contain-covid-19/>

Attacks on health care in the context of COVID-19. (2020). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/attacks-on-health-care-in-the-context-of-covid-19>

Thorntorn, A. (2020). COVID-19: How women are bearing the burden of unpaid work. Retrieved 27 June 2021, from <https://www.weforum.org/agenda/2020/12/covid-women-workload-domestic-caring/>

"Put women and girls at the centre of efforts to recover from COVID-19" — Statement by the UN Secretary-General António Guterres. (2020). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/4/statement-sg-put-women-and-girls-at-the-centre-of-efforts-to-recover-from-covid19>

Moraz, J. (2020). COVID-19 pandemic a catalyst for creating more bicycle-friendly cities in Africa?. Retrieved 27 June 2021, from <https://www.google.com/amp/s/www.uci.org/amp/2020/covid-19-pandemic-a-catalyst-for-creating-more-bicycle-friendly-cities-in-africa/QjU3ZHIBQnNXa0NUZGNiMldScDJeTdnM0tvPQ2>

Vendors opt to sleep in markets, walk

to work. (2020). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.google.com/amp/s/www.monitor.co.ug/uganda/news/national/vendors-opt-to-sleep-in-markets-walk-to-work-1882730%3Fview%3Dhtmlamp>

Nilekani, R. (2017). You cannot empower women until you also start thinking about helping young men. Retrieved 27 June 2021, from <https://www.google.com/amp/s/amp.scroll.in/article/861559/you-cannot-empower-women-until-you-also-start-thinking-about-helping-young-men>

Woetzel, J., & Madgavkar, A. (2015). Retrieved 27 June 2021, from <https://www.mckinsey.com/featured-insights/employment-and-growth/how-advancing-womens-equality-can-add-12-trillion-to-global-growth>

Amandu, R., & Aluma, C. (2020). Religions play a crucial role during Uganda's lockdown. Retrieved 1 August 2021, from <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2020/04/17/what-role-religions-play-uganda-lockdown-covid-19/>

Semakula, J. (2021). Ugandan clergy: Internet tax prevents access to online church in lockdown. Retrieved 3 August 2021, from <https://www.google.com/amp/s/religionunplugged.com/news/2021/7/19/ugandan-clergy-internet-tax-prevents-access-to-online-church-in-lockdown%3Fformat%3Damp>

Why We Need Women's Leadership in the COVID-19 Response? the Case of Kampala | Cities Alliance. (2020). Retrieved 3 August 2021, from <https://www.citiesalliance.org/newsroom/news/results/why-we-need-women%E2%80%99s-leadership-covid-19-response-case-kampala>  
Jamer, M. (2017). Women's cycling in Uganda depends on the minds of men. Retrieved 3 August 2021, from [http://www.meganjamer.com/women\\_cycling\\_uganda/](http://www.meganjamer.com/women_cycling_uganda/)

Asala, K. (2021). Uganda: Market vendors navigate strict coronavirus-prevention curfew | Africanews. Retrieved 3 August 2021, from <https://www.google.com/amp/s/www.africanews.com/amp/2021/07/02/uganda-market-vendors-navigate-strict-coronavirus-prevention-curfew/>

Lyster, O., & Singo, J. (2020). Impacts of COVID-19 on women in ASM- Levin Sources. Retrieved 3 August 2021, from <https://www.levinresources.com/knowledge-centre/insights/impacts-covid-19-women-asm>

European Union project supports Kampala youths, women make masks to block COVID-19. (2020). Retrieved 3 August 2021, from <https://www.iom.int/news/european-union-project-supports-kampala-youths-women-make-masks-block-covid-19>

Susman, E. (2021). COVID-19 Lockdown in Uganda Increased Gender-Based

Violence. Retrieved 3 August 2021, from <https://www.medpagetoday.com/meetingcoverage/ias/93612>

Safieldin, M. (2021). Prioritize re-opening of schools to secure children's well being. Retrieved 3 August 2021, from <https://www.unicef.org/uganda/press-releases/prioritize-re-opening-schools-secure-childrens-well-being>

Wilberg, M. (2021). Sexual violence against women and girls in Uganda increased during the COVID-19 pandemic. Retrieved 23 August 2021, from <https://www.aidsmap.com/news/jul-2021/sexual-violence-against-women-and-girls-uganda-increased-during-covid-19-pandemic>

Senda, N. (2021). The Other Pandemic: Gender Violence Amidst The Corona Crisis- WeEffect Global. Retrieved 23 August 2021, from <https://weeffect.org/stories/the-other-pandemic-gender-violence-amidst-the-corona-crisis/>

URN, U. (2021). Zombo district registers 6000 teenage pregnancies in 17 months. Retrieved 25 August 2021, from <https://observer.ug/news/headlines/70951-zombo-district-registers-6000-teenage-pregnancies-in-17-months>

Semakula, J. (2020). In Rural Uganda, Churches Provide Speakers To Safely Unite Communities During COVID-19. Retrieved 25 August 2021, from <https://www.google.com/amp/s/religionunplugged.com/news/2020/7/8/in-rural-uganda-churches-provide-speakers-to-safely-unite-communities-during-covid-19%3Fformat%3Damp>

Olukya, G. (2021). Uganda approves production of COVID-19 herbal drug. Retrieved 25 August 2021, from <https://www.aa.com.tr/en/africa/uganda-approves-production-of-covid-19-herbal-drug/2307027>

Feministe  
Peace  
Series.

# COVID PTSD CPTSD



Saba Hamzah







je pensais que tout était fini  
les distances entre nous  
la peur les combats  
l'interdit  
les voiles

les frontières  
les limites  
la douleur

mais Corona  
a tout ramené

les distanciations  
le confinement  
les cache-nez  
l'isolement  
la peur

une nouvelle guerre  
La Covid n'est pas le seul ennemi  
le traumatisme hante les femmes fugitives  
et enflamme le corps et l'esprit

une leçon que j'ai apprise de toutes les guerres auxquelles j'ai échappé  
Il y a toujours  
toujours  
toujours  
un moyen de survivre



Feministe

Peace

Series.

# LE RÔLE INFLUENT DES FEMMES EN TANT QUE CHANGEURS DE JEU DANS LES PROCESSUS DE PAIX FÉMINISTES

## Le cas du Cameroun



**Umenjoh Vania Andoumbeni**

La paix est généralement juxtaposée à la guerre. Ainsi, pour certains, elle dénote simplement l'absence de guerre. Cependant, la paix signifie différentes choses pour différentes personnes en fonction de leurs expériences et opportunités individuelles. Par exemple, la paix peut également être définie comme la capacité d'un individu à répondre à ses besoins ou la capacité d'une nation à répondre aux besoins de ses citoyens sans discrimination ni préjugés.

Au niveau des Nations Unies, la paix est considérée comme plus qu'une simple absence de guerre (United Nations News 2014). Comme l'a déclaré l'ancien secrétaire général de l'ONU Ban-Ki-Moon, "la paix signifie l'accès

à la santé, à l'éducation et aux services essentiels, en particulier pour les filles et les femmes, en donnant à chaque jeune femme et homme la chance de vivre comme ils l'entendent ; et développer durablement et développer la biodiversité de la planète" (Secrétaire général des Nations Unies 2014). Bien qu'il n'existe pas de définition universelle, il existe une hypothèse selon laquelle l'égalité des sexes est au cœur de la paix et que chacun a une part égale dans l'élaboration d'un avenir pacifique. La Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté (2017) confirme que "une paix durable et féministe permet une prévention efficace des conflits, le désarmement et offre des

conditions efficaces à l'autonomisation des femmes". Dans ce commentaire, je réfléchis sur les expériences vécues par les femmes et les filles au Cameroun et comment certains des obstacles qui les privent de participer pleinement à la formation d'un avenir pacifique pour le Cameroun pourraient être surmontés. Le Center for Human Rights and Democracy (CHRDA), parlant de la crise anglophone et des droits humains, souligne que "l'existence de conflits armés au Cameroun et au-delà constitue une menace physique et psychologique pour les femmes. C'est parce qu'elles deviennent plus vulnérables pendant les conflits" (CHRDA, 2021).



# Conséquences de la guerre civile pour les femmes et les filles

Depuis 2016, un conflit armé se vit dans les régions du sud du Cameroun. Plus communément appelé crise anglophone, le conflit a causé la mort des milliers de personnes et le déplacement de plus d'un demi-million de personnes. Beaucoup de personnes déplacées de force ont perdu leur source de revenus et vivent désormais dans d'autres villes, notamment Douala, Yaoundé et Baffoussam. Pour les femmes et les filles, les difficultés rencontrées à la suite des conflits et des déplacements diffèrent généralement de celles des hommes et des garçons par leur sexe et leur genre et sont souvent amplifiées. Par exemple, les menstruations peuvent rendre la fuite des zones de guerre encore plus difficile, tout comme les responsabilités familiales envers les enfants ou les personnes âgées. Une escalade de la violence sexuelle et sexiste est une caractéristique courante des déplacements forcés et les preuves disponibles indiquent que le Cameroun ne fait pas exception. Une telle violence peut prendre différentes formes, de la violence domestique à la traite par des étrangers.

Pour celles qui sont devenues veuves et/ou se retrouvent chefs de famille "temporaires", assurer le bien-être de base de la famille leur impose des charges supplémentaires, rendues encore plus pénibles par le fait du déplacement. La perte soudaine de revenus qui accompagne le déplacement forcé a conduit à des niveaux plus élevés de pauvreté chez les femmes et les filles au Cameroun, exacerbant ce qui était déjà un problème féminisé.

**Dans ce commentaire, je réfléchis sur les expériences vécues par les femmes et les filles au Cameroun et comment certains des obstacles qui les privent de participer pleinement à la formation d'un avenir pacifique pour le Cameroun pourraient être surmontés.**

En raison des combats, les routes reliant les zones rurales et urbaines sont souvent inaccessibles et toujours précaires entraînant une insécurité alimentaire et une augmentation du coût de la vie. Dans les zones rurales, la plupart des femmes qui ont un revenu travaillent dans le secteur informel et se sont donc retrouvées dans une situation précaire. Pour de nombreuses femmes et filles, la prostitution est devenue le seul moyen de survie.

Le niveau accru d'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a sérieusement entravé l'offre d'éducation. Les fermetures d'écoles, en particulier dans les villages, ont privé de nombreux enfants les plus démunis de leur chance d'être scolarisés. En particulier, les filles ont été touchées de manière disproportionnée et le nombre de grossesses chez les adolescentes a augmenté. La destruction des routes

reliant les villages et les villes a rendu, au mieux, difficile l'accès aux services de santé de base. Les femmes et les filles ont été empêchées d'obtenir des soins de santé reproductive et maternelle, ce qui a eu des conséquences néfastes disproportionnées sur leur santé physique et mentale.

## Discrimination au quotidien au Cameroun

Les expériences des femmes et des filles dans les zones de conflit diffèrent sensiblement de celles qui vivent dans des zones non ravagées par la guerre. Cependant, l'absence de guerre ne signifie pas nécessairement que les gens sont "en paix" et que les droits sont respectés et protégés. Bien que la guerre soit absente, la réalité quotidienne d'une grande partie de la population camerounaise consiste à vivre dans des conditions de pauvreté, de négligence, d'exploitation, d'abus, de discrimination et de marginalisation. Pour les femmes et les filles, ces axes d'oppression sont généralement exacerbés par leur sexe et leur genre.

De nombreuses femmes mariées sont victimes de violence domestique qui peut prendre la forme d'abus verbaux, sexuels, physiques et économiques ou d'une combinaison de ceux-ci. Souvent, les conjoints empêchent les femmes d'occuper un emploi rémunéré en dehors



du "foyer", mais sont plutôt obligées de consacrer leur temps exclusivement à des responsabilités de soins et à des "tâches domestiques". Il n'est pas rare non plus que des filles soient contraintes à un mariage précoce pour être exploitées et maltraitées par leurs maris. Pour protéger leurs filles du mariage précoce, les mères cachent généralement aux pères le fait qu'une fille a commencé à avoir ses règles. Des pratiques sociales telles que le mariage précoce privent la fillette de son droit à l'éducation, de son autonomie, de la perspective de vivre une vie pleine et indépendante et entraînent de graves problèmes de santé physique et mentale, en particulier lorsque des complications découlent d'une grossesse chez les adolescentes.

Feministe

Peace

Series.

De même, des conséquences graves sur la santé physique et mentale peuvent résulter des mutilations génitales féminines qui restent une pratique courante dans de nombreuses communautés au Cameroun. Plus généralement, le manque d'opportunités d'emploi associé à des niveaux endémiques de pots-de-vin et de corruption dans le pays laisse peu d'espoir aux jeunes de se construire un avenir paisible et significatif chez eux. Cette réalité est la principale raison

de la décision des hommes de migrer vers l'Amérique, l'Europe et les pays arabes comme Dubaï à la recherche de pâturages plus verts et pour soutenir leurs familles. Certains voyagent par des moyens illégaux : les voyages sont toujours dangereux et la perspective de mourir dans le désert est bien réelle. Pour les femmes et les filles "laissées pour compte", l'absence d'hommes peut rendre la vie quotidienne encore plus difficile et donner lieu à différentes insécurités.

## Processus de paix féministes

### *Prévention des conflits et égalité*

Les féministes luttent depuis longtemps pour garantir l'égalité et faire campagne pour mettre fin à toutes les formes de violence, y compris la guerre. Comme l'a expliqué Helen Kezie-Nwoha, «la paix féministe est liée à trois perspectives ; la paix comme absence de tout type de violence structurelle ; la paix et la sécurité pour tous, et une paix fondée sur l'intégration universelle d'une perspective de genre ainsi que sur la participation égale à tous les niveaux et dans tous les processus de consolidation de la paix" (African Feminism 2018). Bien que l'inclusion des femmes dans les processus de paix puisse "ajouter de la valeur au résultat", comme le souligne Kezie-Nwoha, les femmes ont le droit de participer à la vie publique sur un pied d'égalité avec les hommes (African Feminism 2018).

Moussi, évoquant la crise anglophone

**The heightened level of insecurity in the North West and South West Regions has seriously hampered the provision of education. School closures, especially in the villages, have stripped many of the most deprived children of their opportunity for education.**

affirme que «si les femmes ont été victimes de la crise anglophone, elles ont cependant exercé leur libre arbitre. Échappant au manteau de victime qui a souvent été utilisé pour couvrir les femmes dans les conflits, les femmes des régions affectées ont revendiqué leur

action en tant que militantes de la paix et activistes. Ils se sont mobilisés à travers diverses ONG et groupes de travail pour attirer l'attention internationale et locale sur le conflit et ils continuent de plaider pour la fin de ce conflit. Les exemples incluent le Groupe de travail sur les femmes du Sud-Ouest et du Nord-Ouest (SNWOT) et Women for a Change Cameroon (WFAC)" (Moussi, 2021).

Le rôle important des femmes dans le

processus de consolidation de la paix est réaffirmé par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. La résolution traite spécifiquement de la manière dont les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la violence et la guerre et reconnaît le rôle essentiel que les femmes peuvent jouer et jouent déjà dans les efforts de la consolidation de la paix. L'Institute of Peace des États-Unis (2021) note comment la résolution 1325 reconnaît



que les efforts de paix et de sécurité sont plus durables lorsque les femmes sont des partenaires égales dans la prévention des conflits violents, la fourniture des secours et les efforts de relèvement et la construction d'une paix durable. De plus, la résolution 1325 exhorte tous les acteurs à accroître la participation des femmes et à intégrer en outre une perspective de genre dans tous les efforts de paix et de sécurité des Nations Unies. Les parties engagées dans un conflit doivent prendre des mesures spéciales pour protéger les femmes et les filles de toutes les formes de violence sexiste, en particulier le viol et d'autres formes de violence sexuelle qui sont particulièrement répandues en période de conflit violent.

La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté [WILPF], qui œuvre depuis plus d'un siècle pour garantir l'égalité et la paix, a souligné la nécessité pour les États d'écouter les femmes locales et d'apprendre d'elles pour comprendre la cause profonde des conflits, créer un espace pour changement féministe et adopter les politiques nécessaires. La WILPF a également défendu la nécessité d'assurer la participation égale des femmes dans toutes les prises de décision, arguant que les militantes locales pour la paix et les femmes défenseurs des droits humains peuvent fournir des contributions, des analyses et des informations importantes

et être connectées afin que les actions répondent à divers besoins, droits et aux exigences de la population.

Les femmes, y compris au Cameroun, ont toujours été mises à l'écart des processus de consolidation de la paix. L'implication des femmes dans les processus de paix féministes assurera la durabilité de la consolidation de la paix et du développement. Pour assurer l'égalité des sexes au Cameroun, les enfants devraient être socialisés dès l'enfance pour être sensibles au genre à la fois à la maison, à l'école et dans la communauté. Une bonne socialisation démantelera les stéréotypes de genre de leurs racines. De plus, les hommes et les femmes devraient être autorisés à s'affirmer. Les hommes comme les femmes doivent être considérés comme faisant partie intégrante du processus de prise de décision, tant au niveau familial et communautaire que comme agents de développement. Les parents doivent considérer les garçons et les filles comme des membres égaux de la famille sans aucune discrimination. Le gouvernement devrait considérer la représentation politique des femmes comme un élément essentiel du processus de paix et de développement. Le droit coutumier devrait fonctionner en harmonie avec le droit statuaire car les deux ne s'entendent pas souvent en ce qui concerne les droits des femmes et l'égalité des sexes au Cameroun.



L'inclusion des femmes dans tous les processus de prise de décision est vitale. Dans un premier temps, les femmes camerounaises doivent être pleinement incluses dans tous les aspects de la prise de décision pour s'assurer que leurs droits sont pleinement protégés et pour effectuer des changements significatifs. Par exemple, toutes les formes de violence sexiste telles que

le mariage des enfants, les mutilations génitales féminines (MGF), les préférences en matière de fils, les droits de succession, la propriété foncière en faveur des hommes/garçons doivent être démantelées car chacune est enracinée dans la discrimination sexiste. Chaque genre doit être en paix avec lui-même et avec son environnement tout en étant sûr de sa sécurité.

## Références

Helen Kezie-Nwoha, Whatfeminist peace means in the changing context of Conflicts. African Feminism (2018) <https://africanfeminism.com/what-feminist-peace-means-in-changing-contexts-of-conflicts/>

Centre for Human Rights and Democracy (CHRDA, 2021), *Women Supporting Peace Initiative in Cameroon*

United States Institute of Peace (2021), *What is the UNSCR 1325?*

United Nations Refugee Agency (2021): *Gender-Based Violence*

United Nations Secretary General (2014): Secretary-General's remarks to the High Level Forum on the Culture of Peace

United Nations News (2014). Global perspectives Human Stories: Peace means dignity, well-being for all, not just absence of war-UN officials

Moussi A.C (2020), Women, Peace and Security in Cameroon: The missing voice of the Anglophone Crisis.

Women's International League for Peace and Freedom (2017), *Sustaining Feminist Peace: Preventing Conflict through Women's meaningful Participation and Gender Justice*

# QUE SIGNIFIE LE RÉTABLISSEMENT FÉMINISTE ET PACIFIQUE DE LA COVID-19 EN OUGANDA?

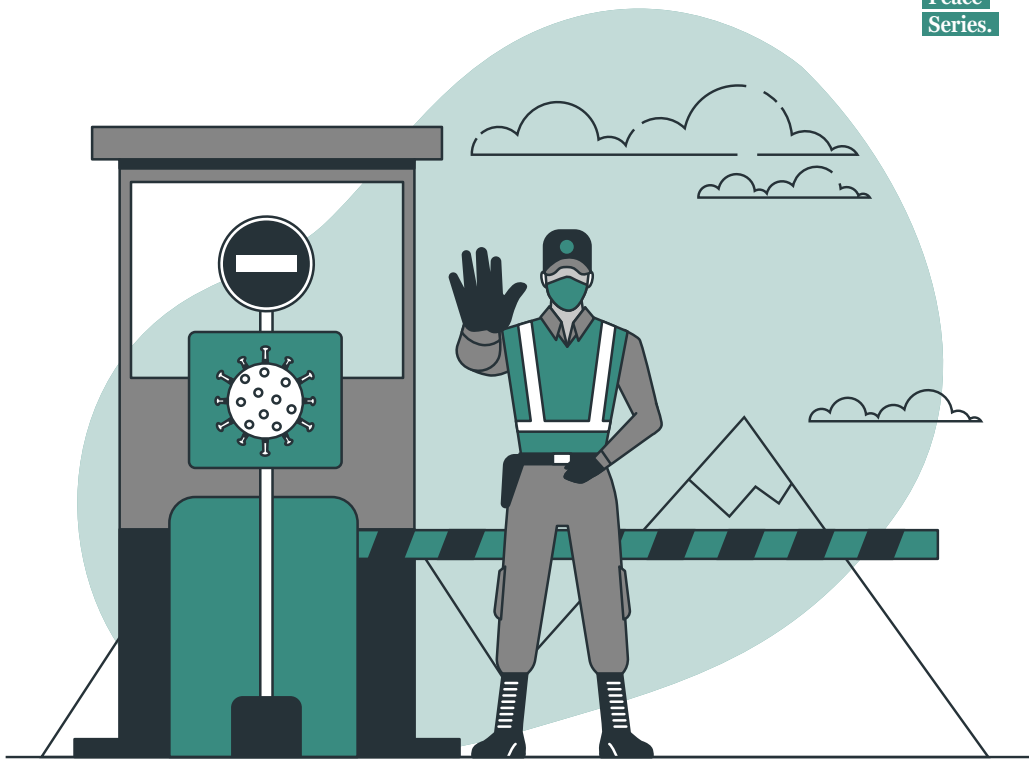


Sharon Eryenyu

Le 27 mars 2020, l'Ouganda a enregistré son premier cas de COVID-19 et au 31 juillet 2021 on avait enregistré 84 959 cas et 2.710 décès.<sup>27</sup> L'Ouganda a connu des confinements en trois phases, le plus récent étant un confinement de 42 jours pour freiner la propagation de la variante COVID-19 Delta. Cela a été une période difficile pour de nombreux Ougandais qui ont connu des niveaux accrus d'insécurité économique et personnelle. Cependant, les

Cet article traite de la situation actuelle en Ouganda et des mesures qui doivent être introduites pour assurer une reprise complète de la COVID-19 à l'avenir.

27. [www.health.go.ug](http://www.health.go.ug)



femmes et les filles, les personnes âgées, les sans-abri, les personnes handicapées et les personnes LGBTI+ ont été affectées de manière disproportionnée et rendues plus vulnérables par leur marginalisation dans les processus décisionnels et par la réduction de leurs voix. Le gouvernement a continué de militariser la réponse à la pandémie en restreignant les libertés individuelles et en introduisant une police stricte pendant les confinements, réduisant ainsi les interactions communautaires, la fermeture des entreprises et le maintien des couvre-feux. Cela a causé de la peur, de l'anxiété et des niveaux accrus de stress et de traumatisme au sein de la population. Cet article traite de la situation actuelle

en Ouganda et des mesures qui doivent être introduites pour assurer une reprise complète de la COVID-19 à l'avenir.

**Le gouvernement a continué de militariser la réponse à la pandémie en restreignant les libertés individuelles et en introduisant une police stricte pendant les confinements, réduisant ainsi les interactions communautaires, la fermeture des entreprises et le maintien des couvre-feux.**

## Les femmes en tant que premiers intervenants face à la COVID-19

Au niveau communautaire, les femmes sont déjà des leaders essentiels dans la réponse à la pandémie: elles s'occupent des personnes qui tombent malades, assurent la nourriture de leurs familles, organisent leurs communautés et plus encore. Beaucoup sont des militantes de longue date de confiance qui comprennent profondément et spécifiquement les besoins de leurs communautés. Elles sont connues localement comme des sources fiables de soutien et d'information. Ce qui manque cruellement, c'est leur inclusion dans la prise de décision autour de la pandémie, illustrée par leur exclusion des groupes de travail COVID-19 et des comités de planification. Une façon de s'assurer que les femmes se voient confiées des rôles de leadership est de garantir que tous les groupes de travail et comités COVID-19 comprennent au moins 50 pour cent des femmes. Cela doit inclure les femmes dans toutes leurs diversités, issues de la base, de la société civile et de celles qui sont à l'avant-garde de la riposte au COVID-19. Nous devons veiller à ce que ces femmes aient la possibilité d'offrir leur expertise pour façonner les réponses politiques.

Avec plus de cas signalés, il y a eu une augmentation notable de la charge de travail au niveau du groupe de travail de riposte COVID-19 dans les districts. En

particulier, le fardeau des médiatrices pour la paix opérant au niveau du district a fortement augmenté en raison de la multiplication des incidents de conflit et des défis supplémentaires présentés par le travail dans le cadre d'une pandémie mondiale. Le Centre International des Femmes pour la Paix (le Centre pour la Paix) reconnaît également que les femmes et les filles qui sont des bénévoles communautaires, des aides à domicile et des artisans de la paix apportent une contribution essentielle à l'atténuation des effets du COVID-19 sur les populations locales tout en maintenant leur protection personnelle. Depuis le début de la pandémie, le Centre pour la paix a soutenu le bien-être personnel des femmes médiatrices de la paix et les efforts communautaires dans les communautés d'accueil et de réfugiés des districts de Yumbe, Adjumani et Kotido. Les médiateurs de la paix ont reçu des kits sanitaires comprenant du savon de toilette, des serviettes hygiéniques, des masques et des désinfectants. Cela leur a permis de poursuivre leur travail de sensibilisation à la COVID 19 et de documenter les incidences des conflits dans leurs communautés. Bien avant la pandémie, les féministes de base du monde entier ont été aux prises avec la nécessité de répondre aux besoins urgents tout en travaillant simultanément sur des solutions systémiques à long

terme. En s'inspirant de ces approches, les décideurs peuvent mettre en œuvre des efforts de secours d'urgence, qu'il s'agisse de distribuer de la nourriture ou de fournir des informations sur la santé, tout en préparant le terrain pour un

rétablissement à long terme. Cela signifie réaffirmer continuellement la nécessité d'un changement dans les valeurs qui animent nos politiques, en amplifiant les approches féministes du travail collectif et des soins communautaires.<sup>28</sup>



## Violence à l'égard des femmes et des filles

Depuis l'avènement de la COVID-19, les nouvelles données et rapports de ceux qui sont sur la ligne de front ont montré que tous les types de violence contre les femmes et les filles se sont intensifiés à travers le monde. Avant la pandémie, on estimait qu'une femme

28. Africa: Q&A - Covid-19 Has Pushed Women Peacebuilders From Key Leadership Roles - allAfrica.com

sur trois subirait des violences au cours de sa vie. À l'échelle mondiale, 18 % des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans ayant déjà eu un partenaire ont subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part d'un partenaire actuel ou précédent au cours des 12 derniers mois.<sup>29</sup> Les mesures de confinement ont entraîné une augmentation de la violence à l'égard des femmes (VAW) dans le monde avec les premières données suggérant que les cas signalés ont augmenté de plus de 25 % dans les pays dotés de systèmes de signalement.<sup>30</sup>

Alors que la violence sexiste (VBG) a augmenté à un rythme alarmant pendant la pandémie, son impact disproportionné sur des communautés et des groupes de personnes spécifiques suit des lignes familiaires, reflétant les inégalités sociétales existantes.

Selon le rapport annuel 2020 sur la criminalité de la police ougandaise, 17.664 cas de violence domestique ont été signalés aux autorités, contre 13.693 en 2019, soit une augmentation de 29%. 418 meurtres impliquant des violences domestiques ont été enregistrés en 2020 contre 360 cas en 2019, soit une augmentation de 16,1%.<sup>31</sup> Cette augmentation est attribuée à la période de confinement visant à freiner la propagation du virus. 8,2 % des crimes signalés en 2020 étaient des 'crimes à caractère sexuel' (16 144 cas), soit une

augmentation de 3,8 % par rapport à l'année précédente.

Les survivantes de VBG ont connu un accès limité aux services de protection juridique car la plupart des audiences civiles et la réception des dossiers devant les tribunaux restent suspendues ; il y a des retards importants dans la délivrance des ordonnances des tribunaux et la grande majorité des centres d'aide juridique sont fermés. Plus grave encore, l'accès aux lignes d'assistance est limité pour les filles et les femmes.

Les autorités ougandaises doivent veiller à ce que les femmes et les filles aient des opportunités significatives de participer à la prise de décision sur tous les aspects de la conception et de la mise en œuvre des programmes/politiques, afin de garantir que les approches de prévention, de réponse et de coordination en matière de VBG peuvent être mises en œuvre d'une manière qui est spécifique au contexte, durable et adapté aux dimensions sexospécifiques de la pandémie de COVID-19.<sup>32</sup> Des services sexospécifiques à court et à long-terme devront être priorités et catégorisés comme salutaires en raison des impacts négatifs et souvent mortels de la violence sexuelle et sexiste sur les individus, leurs familles, la cohésion sociale et la stabilité économique. Le gouvernement devrait désigner les refuges pour victimes de violence domestique comme des

29. Laura Turquet and Sandrine Koissy-Kpein (2020) COVID-19: Emerging gender data and why it matters. <https://data.unwomen.org/resources/COVID-19-emerging-gender-data-and-why-it-matters#vaw>

30. United Nations (2020) POLICY BRIEF: THE IMPACT OF COVID-19 ON WOMEN. Page 17-18. <https://www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/library/publications/2020/policy-brief-the-impact-of-COVID-19-onwomen-en.pdf?la=en&vs=1406>

31. ANNUAL-CRIME-REPORT-2020-1.pdf (independent.co.ug)

32. GBV\_and\_COVID\_Policy\_Brief\_FINAL.pdf (reliefweb.int)

services essentiels et augmenter les ressources pour tous les prestataires, y compris les groupes de la société civile en première ligne de la réponse, et assurer la continuité des services essentiels tels que l'accès à un accouchement sans danger, les soins prénatals et postnatals

et les programmes de vaccination. Ils doivent également garantir un accès continu aux services de santé sexuelle et reproductive, l'accès des femmes à la planification familiale, aux services de santé des enfants et des adolescents et à d'autres services essentiels.<sup>33</sup>

## L'Éducation

La fermeture d'écoles intensifie les inégalités entre les sexes, en particulier pour les filles et les adolescentes les plus pauvres qui sont confrontées à un risque accru de mariage précoce et forcé, d'abus sexuels et de grossesses non désirées pendant les situations d'urgence.<sup>34</sup> De plus, dans les zones où les normes sociales entraînent de plus grandes disparités entre les filles et les garçons en matière de scolarisation et de rétention à l'école, des perturbations temporaires résultant d'une crise telle que COVID-19 peuvent entraîner un retrait permanent de l'école. Les familles étant incapables de payer les frais de scolarité en raison de la perte de revenus pendant la crise, les mécanismes d'adaptation négatifs tels que le mariage des enfants ou la perte d'infrastructures éducatives telles que les réseaux de pairs des filles et les enseignants sont des préoccupations

majeures.<sup>35</sup> Le gouvernement, les ONG et les communautés ont exploré différentes méthodes pour essayer d'aider les enfants dans leur apprentissage pendant qu'ils sont à la maison, comme par des kits d'apprentissage et des programmes de radio et de télévision. Celles-ci ont eu un impact limité, bien que l'expérience montre jusqu'à présent qu'il existe de nombreuses lacunes et défis. Le plus inquiétant est que les enfants les plus pauvres et les plus vulnérables sont laissés pour compte. Beaucoup de ces enfants n'ont pas accès à l'électricité, ce qui les exclut des matériels d'étude diffusés à la télévision. Pourtant, d'autres n'ont pas accès à l'internet, encore moins aux appareils numériques tels que les smartphones. En juin 2020, le gouvernement a annoncé que des radios seraient distribuées gratuitement pour faciliter l'apprentissage pendant la

33. [39878-doc-final-final-policy\\_paper\\_gbv\\_in\\_africa\\_during\\_covid-19\\_pandemic.pdf \(au.int\)](#)

34. [10 lessons from the COVID-19 frontline for a more gender-equal world | World Economic Forum \(weforum.org\)](#)

35. CARE and the International Rescue Committee. [Global Rapid Gender Analysis for COVID-19. March 2020. https://www.careinternational.org/files/files/Global\\_RGA\\_COVID\\_RDM\\_3\\_31\\_20\\_FINAL.pdf](#)

période COVID-19. Au moins 10 millions de postes de radio et 137.466 postes de télévision à énergie solaire<sup>36</sup> étaient prévus pour être distribués parmi les ménages des villages. Cependant, la commission budgétaire du Parlement a refusé d'approuver le budget supplémentaire.<sup>37</sup> Cela a laissé de nombreux jeunes étudiants à la traîne dans leur études tandis que ceux des villes qui peuvent se permettre une éducation en ligne ont continué leurs études. Tous les jeunes doivent avoir les

ressources, les outils et le soutien social pour rester engagés dans l'apprentissage pendant la fermeture d'écoles et réintégrer le système éducatif une fois la crise terminée.

**De plus, dans les zones où les normes sociales entraînent de plus grandes disparités entre les filles et les garçons en matière de scolarisation et de rétention à l'école, des perturbations temporaires résultant d'une crise telle que COVID-19 peuvent entraîner un retrait permanent de l'école.**



36. Cabinet rejects dead year, opts to buy 10m radio sets - Daily Monitor

37. <https://www.independent.co.ug/budget-committee-rejects-ugx-336bn-radio-procurement-deal/>



## La Justice Transitionnelle

Tout au long de la pandémie, le gouvernement ougandais a canalisé des fonds publics pour militariser sa riposte à la pandémie plutôt que de protéger la population. L'utilisation par l'État d'un langage de guerre pour décrire sa réponse à la pandémie est problématique. Cela indique qu'en tant que nation, nous pensons que la meilleure façon de gérer la situation est de provoquer la peur et la panique parmi les citoyens. Avec une histoire délicate de conflit<sup>38</sup> très peu a été fait pour répondre aux besoins des victimes et des survivants pendant la pandémie. Une grande partie de la population du nord de l'Ouganda n'a subi que récemment des violations atroces des droits humains liées au conflit. Les mesures de confinement liées à la COVID19, appliquées avec une brutalité troublante par des agents de sécurité armés, ont à nouveau traumatisé de très nombreuses personnes.

Le gouvernement ougandais s'est montré réticent à accorder réparation aux victimes des violations des droits perpétrées pendant le conflit armé. La pression et le plaidoyer constants des victimes et des organisations de la société civile ont finalement abouti à l'adoption de la politique nationale de justice transitionnelle par le gouvernement. Cependant, les ressources étant détournées pour lutter contre la pandémie, il existe un risque réel que la politique soit abandonnée, laissant les victimes attendre encore plus

**L'utilisation par l'État d'un langage de guerre pour décrire sa réponse à la pandémie est problématique. Cela indique qu'en tant que nation, nous pensons que la meilleure façon de gérer la situation est de provoquer la peur et la panique parmi les citoyens.**

longtemps les mesures de réparation et de responsabilité envisagées dans le cadre de la politique de justice transitionnelle.

La re-traumatisation et d'autres problèmes de santé mentale ont été soulevés comme un impact de la réponse de santé publique militarisée de l'Ouganda à la COVID19. Le gouvernement doit s'efforcer de résoudre ce problème, à court et à long terme, en créant un processus ouvert, inclusif et transparent pour façonner ses efforts de mobilisation de soutien pour lutter contre la pandémie. Ce processus doit aller au-delà de la simple inclusion des 'experts', mais également inclure des groupes qui ont été jusqu'à présent marginalisés pendant le processus de rétablissement du conflit. Bien qu'il n'y ait rien de nouveau dans ces schémas d'injustice et de discrimination de longue

38. Uganda has experienced political instability over the past 50 years with armed conflict and insurgencies in West Nile, Teso, Luwero/Central, Acholi, Lango, South Western and Karamoja regions characterized by large-scale human rights violations and abuses.

date, la situation actuelle a amplifié les inégalités et rendu encore plus clair la vulnérabilité de ces communautés déjà

marginalisées. À ce titre, tout plan de relance en cas de pandémie doit tenir compte de ces disparités.

## Reprise économique

Les effets de la pandémie se sont également répercutés sur l'économie. La fermeture des frontières nationales et les mesures de confinement ont paralysé les activités économiques, des milliers de personnes ayant perdu leur emploi et leurs moyens de subsistance en raison de la restriction des déplacements et de l'accès réduit aux marchés. La pandémie de COVID-19 a affecté l'économie ougandaise avec des usines, des hôtels, des magasins et des bureaux fermés en raison du confinement. Cela a eu un impact considérable sur les salaires quotidiens, hebdomadaires et mensuels des employés de marchés formels et informels qui ne peuvent exercer aucun commerce productif en raison de la fermeture des marchés et des restrictions sur les transports publics.<sup>39</sup>

La Banque Mondiale a fourni un soutien de 300 millions de dollars pour aider à atténuer l'impact économique de la pandémie et à protéger les populations pauvres et vulnérables. Le soutien financier fait partie d'un paquet plus large de soutien à la réponse nationale de l'Ouganda à la pandémie de COVID-19



39. The Economic Impact of the Lockdown Due to COVID-19 Pandemic on Low Income Households of the Five Divisions of Kampala District in Uganda (scirp.org)

et a été coordonné avec d'autres interventions dans le pays, notamment dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de l'environnement, du développement du secteur privé et de la création d'emplois.<sup>40</sup> Début juillet 2021, le gouvernement a distribué des fonds de secours COVID-19 de 100.000 UGX pour soutenir les citoyens vulnérables touchés par le deuxième confinement. Les bénéficiaires comprenaient des habitants des bidonvilles, des vendeurs des vivres, des serveurs, des videurs de clubs, des employés de restaurant, des musiciens, des comédiens, des chauffeurs de taxi, des mères célibataires, des enseignants et du personnel de soutien dans les écoles privées ainsi que dans les écoles publiques qui ne figurent pas sur la liste de paie. Au 22 juillet, 413.504 bénéficiaires à Kampala et Gulu<sup>41</sup> avait reçu l'argent. Cependant, cette initiative s'est heurtée à des problèmes. Par exemple, certaines personnes ont reçu le paiement deux fois tandis que d'autres n'ont rien reçu. De plus, l'approche adoptée pour identifier les bénéficiaires a été critiquée pour être discriminatoire. En dehors de la nourriture, l'aide en espèces n'a pas pris en compte les autres coûts de la vie quotidienne tels que l'eau, l'électricité, les soins médicaux et d'autres nécessités, laissant les gens trouver d'autres moyens de gagner leur vie.

Les personnes déplacées, en particulier les femmes et les personnes d'orientation sexuelle et d'identité ou d'expression de genre diverses, auront du mal à trouver de nouvelles façons de garantir des revenus ou d'accéder aux ressources pour elles-mêmes et leurs familles. Cela a le potentiel d'augmenter l'incidence des stratégies d'adaptation telles que le sexe transactionnel. Certaines femmes et filles s'engagent dans le sexe transactionnel<sup>42</sup> pour gagner de l'argent en temps de crise lorsque les opportunités d'atteindre une stabilité économique indépendante sont réduites. La recherche montre également que les travailleurs humanitaires<sup>43</sup> et les Casques bleus sont les auteurs d'abus et d'exploitation sexuels en temps de crise.

L'épidémie de COVID-19 a également exacerbé les impacts sexospécifiques de la crise en augmentant l'insécurité

**En dehors de la nourriture, l'aide en espèces n'a pas pris en compte les autres coûts de la vie quotidienne tels que l'eau, l'électricité, les soins médicaux et d'autres nécessités, laissant les gens trouver d'autres moyens de gagner leur vie.**

39. The Economic Impact of the Lockdown Due to COVID-19 Pandemic on Low Income Households of the Five Divisions of Kampala District in Uganda (scirp.org)

40. Factsheet: Uganda COVID-19 Crisis Response and Recovery Budget Support (worldbank.org)

41. 410,000 beneficiaries have already received Covid relief cash - Nabbanja (observer.ug)

42. Full article: Transactional sex in the wake of COVID-19: sexual and reproductive health and rights of the forcibly displaced (tandfonline.com)

43. The New Humanitarian | More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis

économique et sociale des femmes, le travail de gardiennage non rémunéré et la violence domestique tout en coupant les femmes du soutien social et institutionnel. L'augmentation du travail non rémunéré renforce l'inégalité existante entre les sexes. Les disparités dans la division sexuelle du travail de soins non rémunéré résultent d'inégalités profondément enracinées fondées sur des facteurs tels que le revenu, l'éducation, l'âge, la race, l'origine ethnique et le lieu de résidence. Les femmes et les filles vivant dans des pays à faible revenu, dans des zones rurales, et avec un faible niveau d'éducation et de revenus ont tendance à fournir une part disproportionnée du travail de soins non rémunéré. <sup>44</sup> (OIT 2018).

La 'croissance' ougandaise au cours des trente dernières années s'est accompagnée d'un chômage généralisé, tandis que les écarts de richesse et d'inégalité sont désormais à leur plus haut niveau. Alors que la COVID-19 continue de se propager à travers le pays, l'absence de filets de sécurité sociale dont les femmes ont besoin en

raison de leur plus grande précarité budgétaire face aux chocs économiques a révélé les échecs d'une trajectoire de développement privilégiant actuellement la productivité pour la croissance sur le bien-être des Ougandais. En effet, la COVID-19 a mis en évidence ce que les féministes ont longtemps souligné : que les bénéfices réalisés dans les économies et les marchés sont subventionnés par les soins non rémunérés et le travail domestique des femmes- un service essentiel que même la pandémie actuelle n'a pas reconnu et pris en compte dans les politiques. <sup>45</sup>

**La 'croissance' ougandaise au cours des trente dernières années s'est accompagnée d'un chômage généralisé, tandis que les écarts de richesse et d'inégalité sont désormais à leur plus haut niveau.**

44. ILO. 2018. Care work and care jobs for the future of decent work. Geneva: ILO.

45. African Feminism: Post-COVID-19 Economic Recovery Statement – Meridians (smith.edu)

## Les Soins de santé

De nombreux gouvernements africains ont pris des mesures pour lutter contre la propagation de la COVID-19, notamment en détournant les ressources de santé pour soigner les personnes atteintes de la maladie. Cependant, ces mesures ont sérieusement perturbé les systèmes de prestation de services de santé dans d'autres domaines vitaux. Avec le détournement du personnel et des ressources des maladies prioritaires, les patients atteints du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme, du cancer, de l'hypertension, de l'hépatite B, de l'épilepsie, de la drépanocytose, ainsi que des problèmes de santé mentale, maternelle ou infantile, étaient confrontés à un risque accru de complications et à la mort. Les obstacles à l'accès aux soins de santé sont encore amplifiés par les restrictions de transport, le couvre-feu et la peur de contracter le virus dans les établissements de santé. En outre, la situation a été exacerbée par les défis existants du système de santé, notamment l'insuffisance des ressources humaines, financières, infrastructurelles, de la chaîne d'approvisionnement et des défis logistiques.<sup>46</sup>

La pandémie a des effets néfastes sur de nombreuses femmes et filles qui ont un accès limité aux services de santé en raison de la répartition inégale des ressources et des priorités. Les femmes et les filles n'ont toujours pas l'autonomie

sur tout leur corps et sont incapables de prendre des décisions éclairées en matière de sexualité, de reproduction et de soins de santé. En juillet 2020, 2.372 grossesses chez les adolescentes ont été signalées dans 5 districts de Kitgum, Ngora, Kyegegwa, Kasese et Lyantonde.<sup>47</sup> Ces jeunes femmes et filles souffrent des conséquences débilantes de la grossesse, telles que la mort par suite de complications liées à la grossesse et à l'accouchement, car l'avortement en Ouganda est illégal à moins qu'il ne soit pratiqué par un médecin agréé qui, sur la base d'une évaluation clinique et d'un avis d'expert, estime que la grossesse met la vie de la femme en danger. Les femmes n'ayant pas accès à des avortements sûrs et légaux, nombre d'entre-elles se tournent vers des pratiques d'avortement à risque, telles que les avortements auto-provoqués. Les normes de genre inégales contribuent également à la vulnérabilité des femmes aux violences sexuelles liées au VIH et les empêchent de demander un test de dépistage du VIH, des conseils et un traitement, ainsi que de révéler leur statut sérologique.<sup>48</sup> Les choix des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive sont dominés par les attentes socioculturelles et influencés par le statut subalterne des femmes dans la société.

46. Easing COVID-19 impact on key health services - Uganda | ReliefWeb

47. Teenage pregnancy in Uganda during COVID19 times | by Wanawake kwanza | Medium

48. Improving Health For Women And Girls | U.S. Agency for International Development (usaid.gov)

Les femmes n'ayant pas accès à des avortements sûrs et légaux, nombre d'entre-elles se tournent vers des pratiques d'avortement à risque, telles que les avortements auto-provoqués.



L'accès aux soins de santé a été sérieusement réduit par le manque de revenus pour acheter des médicaments essentiels et se faire soigner. Alors que les cas de COVID augmentent dans le pays, l'exploitation des patients par les hôpitaux privés est de plus en plus préoccupante, accusée d'exiger un paiement initial et d'augmenter les frais. Les hôpitaux à travers le pays continuent de signaler des difficultés à trouver de l'oxygène en bouteille, et certains manquent d'espace pour les patients COVID-19. De nombreux Ougandais ne font pas confiance aux hôpitaux publics, citant la dégradation qu'ils y trouvent ainsi que le manque occasionnel de fournitures de base.<sup>49</sup>

Le gouvernement doit travailler plus intelligemment pour soutenir la réponse sanitaire en réduisant le coût des matériels et équipements médicaux nécessaires pour prévenir,

gérer et traiter la COVID-19. En outre, les services publics essentiels doivent être maintenus et les plus vulnérables protégés plus efficacement en tenant compte de l'impact de la crise sur la pauvreté. Au moins 1,07 million de doses du vaccin AstraZeneca ont été administrées, ce qui représente environ 5 % des personnes ciblées<sup>50</sup> selon les statistiques du ministère de la Santé.<sup>51</sup> Le gouvernement doit renforcer et déployer plus rapidement son programme de vaccination, notamment par le biais d'activités de sensibilisation communautaire. Les messages sur la vaccination contre la COVID-19, y compris les avantages et les effets secondaires de la vaccination, doivent être traduits dans les langues locales et diffusés sur toutes les plateformes, les discussions sur les médias communautaires locaux et les stations de radio et de télévision grand public.

49. As virus surges in Uganda, hospitals accused of profiteering - ABC News (go.com)

50. Of the targeted 21.9 million people, 878,890 have received the first dose of AstraZeneca and another 201,053 are fully vaccinated

51. 5 % of targeted population vaccinated against Covid-19 - Daily Monitor

## Conclusion

Les effets en cascade de la crise de COVID-19 doivent encore être entièrement découverts et appréciés. La crise offre une fenêtre d'opportunité critique pour construire des systèmes plus efficaces, inclusifs et résilients. Les femmes et les filles, en particulier celles présentant des caractéristiques intersectionnelles, sont particulièrement défavorisées dans les situations d'instabilité et de bouleversement en raison des structures d'oppression, des relations de pouvoir et des normes sociales qui les empêchent d'accéder aux services de base, y compris les soins de santé et l'éducation, et de participer à la prise de décision processus qui affectent leur vie. Par conséquent, elles sont confrontées à des risques plus élevés de sombrer dans la pauvreté, d'abandonner l'école et de souffrir de la faim et de la malnutrition.<sup>52</sup> Les mouvements féministes ne sont pas nouveaux face au défi des crises multiples. Des solutions ont longtemps été formulées et défendues par les mouvements féministes dans les domaines de la

recherche, du plaidoyer, de la pratique et des mobilisations locales et mondiales. Celles dont la vie et les moyens de subsistance sont déjà touchés devraient être au cœur de l'élaboration des politiques.<sup>53</sup>

**Celles dont la vie et les moyens de subsistance sont déjà touchés devraient être au cœur de l'élaboration des politiques.<sup>53</sup>**

À cette fin, les gouvernements doivent concevoir des systèmes complets dans une perspective de genre et intersectionnelle. Ces systèmes devraient inclure des politiques qui fournissent des services publics universels et de qualité ainsi que des ressources et des infrastructures pour répondre aux différents besoins de soins de la population.



## Références

Ministry of Health Uganda, [www.health.go.ug](http://www.health.go.ug)  
Africa: Q&A- Covid-19 Has Pushed Women  
Peacebuilders From Key Leadership Roles-  
[allAfrica.com](http://allAfrica.com)

Laura Turquet and Sandrine Koissy-Kpein  
(2020) COVID-19: Emerging gender data and  
why it matters. [https://data.unwomen.org/  
resources/COVID-19-emerging-gender-data-  
and-why-it-matters#vaw](https://data.unwomen.org/resources/COVID-19-emerging-gender-data-and-why-it-matters#vaw)

United Nations (2020) Policy Brief: The Impact  
of COVID-19 on Women Page 17-18.

Annual Crime Report 2020: [https://  
www.independent.co.uk/wp-content/  
uploads/2021/04/ANNUAL-CRIME-  
REPORT-2020-1.pdf](https://www.independent.co.uk/wp-content/uploads/2021/04/ANNUAL-CRIME-REPORT-2020-1.pdf)

CARE: Gender-Based Violence (GBV) and  
COVID-19: The Complexities of Responding to  
“The Shadow Pandemic” [https://reliefweb.int/  
sites/reliefweb.int/files/resources/GBV\\_and\\_  
COVID\\_Policy\\_Brief\\_FINAL.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/GBV_and_COVID_Policy_Brief_FINAL.pdf)

African Union Commission- Women, Gender  
and Development Directorate (AUC-WGDD),  
United Nations Entity for Gender Equality  
and the Empowerment of Women (UN  
Women), Office of the United Nations High  
Commissioner for Human Rights (OHCHR)  
and United Nations Population Fund (UNFPA)  
(2020) Policy Paper: Gender-Based Violence in  
Africa During the COVID-19 Pandemic, [https://  
au.int/sites/default/files/documents/39878-  
doc-final-final-policy\\_paper\\_gbv\\_in\\_africa\\_  
during\\_covid-19\\_pandemic.pdf](https://au.int/sites/default/files/documents/39878-doc-final-final-policy_paper_gbv_in_africa_during_covid-19_pandemic.pdf)

World Economic Forum: May 2020: 10 lessons  
from the COVID-19 Frontline for a More  
Gender-Equal World, [https://www.weforum.  
org/agenda/2020/05/covid19-gender-  
equality-women-deliver](https://www.weforum.org/agenda/2020/05/covid19-gender-equality-women-deliver)

CARE and the International Rescue  
Committee. Global Rapid Gender Analysis  
for COVID-19. March 2020. [https:// www.  
careinternational.org/files/files/Global\\_RGA\\_  
COVID\\_RDM\\_3\\_31\\_20\\_FINAL.pdf](https://www.careinternational.org/files/files/Global_RGA_COVID_RDM_3_31_20_FINAL.pdf)

Daily Monitor, June 2020: Cabinet rejects dead  
year, opts to buy 10m radio sets. [https://www.  
monitor.co.ug/uganda/news/national/cabinet-  
rejects-dead-year-opts-to-buy-10m-radio-  
sets--1894904](https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/cabinet-rejects-dead-year-opts-to-buy-10m-radio-sets--1894904)

The Independent 2020: [https://www.  
independent.co.ug/budget-committee-rejects-  
ugx-336bn-radio-procurement-deal/](https://www.independent.co.ug/budget-committee-rejects-ugx-336bn-radio-procurement-deal/)

Richard Wemesa, Christopher Wagima, Ivan  
Bakaki & Dickson Turyareeba (July 2020):  
The Economic Impact of the Lockdown  
Due to COVID-19 Pandemic on Low Income  
Households of the Five Divisions of Kampala  
District in Uganda,

World Bank Factsheet (March 2021): Uganda  
COVID-19 Crisis Response and Recovery  
Budget Support to Mitigate COVID-19  
Pandemic, [https://www.worldbank.org/en/  
news/factsheet/2021/03/14/uganda-covid-19-  
crisis-response-and-recovery-budget-support-  
to-mitigate-covid-19-pandemic](https://www.worldbank.org/en/news/factsheet/2021/03/14/uganda-covid-19-crisis-response-and-recovery-budget-support-to-mitigate-covid-19-pandemic)

The Observer July 2021: 410,000 beneficiaries have already received Covid relief cash-Nabbanja (observer.ug)

Lauren Jacobson, Alexandra Regan, Shirin Heidari & Monica Adhiambo Onyango (October 2020): Transactional sex in the wake of COVID-19: sexual and reproductive health and rights of the forcibly displaced, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/26410397.2020.1822493>

The New Humanitarian September 2020: More than 50 women accuse aid workers of sex abuse in Congo Ebola crisis, <https://www.thenewhumanitarian.org/2020/09/29/exclusive-more-50-women-accuse-aid-workers-sex-abuse-congo-ebola-crisis>

ILO. 2018. Care work and care jobs for the future of decent work. Geneva: ILO.

African Feminism: Post-COVID-19 Economic Recovery Statement – Meridians (smith.edu)

Easing COVID-19 impact on key health services - Uganda | ReliefWeb

Teenage pregnancy in Uganda during COVID19 times by Wanawake kwanza m

Improving Health For Women And Girls | U.S. Agency for International Development (usaid.gov)



**Women's  
International  
Peace Centre**  
*Amplifying Women's Voice and Power*

ISSN 2788-5593

© Women's International Peace Centre 2021  
Tous droits réservés